



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 9 JANVIER 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JANUARY 9TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Ajax Mfg. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize décembre 1942, constituant en corporation: Harry Lassner, manufacturier, Benn Charles Lassner, voyageur de commerce, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, et Martin Kerner, contremâitre, des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements, marchandises sèches, accessoires et agrafes, en particulier, sous le nom de "Ajax Mfg. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Letters Patent

"Ajax Mfg. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1942, incorporating: Harry Lassner, manufacturer, Benn Charles Lassner, commercial traveller, both of the City of Outremont, District of Montreal, and Martin Kerner, foreman, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of clothing, dry goods, accessories and fasteners in particular, under the name of "Ajax Mfg. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le seize décembre 1942.

2764 P. FRENETTE,
Assistant-procureur général suppléant.

"Bécharde Frères, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de décembre 1942, constituant en corporation: Madame Mariette Bernatchez Bécharde, ménagère, Donat Pâquet, industriel, André Bécharde, Laurent Bécharde et Marc Bécharde, comptables, tous cinq de Montmagny, district de Montmagny, et A.-Emile Beauvais, comptable, de la cité de Québec, district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme compagnie de contrôle, exercer le commerce de manufacturiers, négociants, agents et courtiers de toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises tels que poêles, instruments aratoires, glacières, lessiveuses, meubles, tapis, radios, système de chauffage, système de réfrigération, et autres articles similaires, sous le nom de "Bécharde Frères, Ltée", avec un capital total de trois cent quatre-vingt-quinze mille dollars (\$395,000.00), divisé en trois mille six cent cinquante-six (3656) actions privilégiées, 6%, non cumulatives et n'ayant pas droit de vote, et deux cent quatre-vingt-quatorze (294) actions communes, toutes ces actions ayant une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montmagny, dans le district de Montmagny, P. Q.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de décembre 1942.

2765-o P. FRENETTE,
Assistant-procureur général suppléant.

"Frontenac Electrics Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre décembre 1942, constituant en corporation: Hector Langlois, procureur, de la cité de Westmount, Alcide Dupras, procureur et René Ouimet, étudiant, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités les métiers de travailleurs en fer et en métaux, fondeurs, soudeurs de tous métaux, machinistes, travailleurs en bois et entrepreneurs généraux pour des travaux de toutes descriptions, manufacturer, acquérir, acheter, vendre et exercer en général le commerce d'aucun et tous articles et choses dans lesquels le métal, la pierre, la brique, le bois ou aucun et chacun d'eux en forment les parties constituantes;

Exercer les métiers d'électriciens, fournisseurs de lumière et de force motrice, mécaniciens, manufacturiers, travailleurs et commerçants de moteurs, dynamos, générateurs, batteries, de piles, accumulateurs, tableaux de distribution, usines d'éclairage électrique, usines génératrices, appareils et accessoires électriques de toute description et particulièrement manufacturer et distribuer différents types de machines et instruments servant à souder, couper ou autrement préparer des métaux de toutes sortes, sous

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1942.

2764-o P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Bécharde Frères, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1942, incorporating: Madame Mariette Bernatchez Bécharde, housewife, Donat Pâquet, manufacturer, André Bécharde, Laurent Bécharde and Marc Bécharde, accountants, all five of Montmagny, District of Montmagny, and A. Emile Beauvais, accountant, of the City of Quebec, District of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To act as a holding company, carry on business as manufacturers, merchants of, agents and brokers for all kinds of products, articles and merchandise, such as stoves, agricultural implements, refrigerators, washing machines, furniture, carpets, radios, heating systems, refrigeration systems, and other similar articles, under the name of "Bécharde Frères, Ltée", with a total capital stock of three hundred and ninety-five thousand dollars (\$395,000.), divided into three thousand six hundred and fifty-six (3656) preferred 6% non-cumulative shares without voting right, and two hundred and ninety-four (294) common shares, all said shares having a par value of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montmagny, District of Montmagny, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1942.

2765 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Frontenac Electrics Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1942, incorporating: Hector Langlois, attorney at law, of the City of Westmount, Alcide Dupras, attorney at law, and René Ouimet, student, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of iron and metal workers, founders, welders of all metals, machinists, wood workers and general contractors for all descriptions of work, to manufacture, acquire, buy, sell and deal in generally any and all articles and things of which metal, stone, bricks, wood or any or either of them forms a component part;

To carry on the business of electricians, suppliers of light and power, mechanical workers, manufacturers, workers and dealers in engines, dynamos, generators, batteries, storage batteries, switch boards, electric lighting plants, electric power plants, electric appliances and accessories of every description and particularly the manufacturing and distribution of all types of machines and equipment used for welding, cutting or otherwise processing metals of every description, under the name of "Frontenac Electrics Limi-

le nom de "Frontenac Electric Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000) divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatre décembre 1942.

P. FRENETTE,
2766 Assistant-procureur général suppléant.

ted", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into ninety-nine thousand (99,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1942.

P. FRENETTE,
2766-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Halliwell Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la compagnie "Halliwell Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", des lettres patentes supplémentaires en date du quinze décembre 1942, ratifiant le règlement numéro 9, augmentant son capital de \$3,000,000 à \$5,000,000, par la création de 2,000,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le quinze décembre 1942.

P. FRENETTE,
2767 Assistant-procureur général suppléant.

"Ideal Electric Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec à la compagnie "Ideal Electric Inc.", des lettres patentes supplémentaires en date du seize décembre 1942, ratifiant le règlement numéro 22, augmentant son capital de \$20,000 à \$40,000, par la création de 2000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le seize décembre 1942.

P. FRENETTE,
2768 Assistant-procureur général suppléant.

"Mysto Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour de décembre 1942, changeant le nom de la compagnie "Mysterious Chemical Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1935, sous le nom de "Mysterious Chemical Company Limited", en celui de "Mysto Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de décembre 1942.

P. FRENETTE,
2769-o Assistant-procureur général suppléant.

"The Family Finance Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuf

Supplementary Letters Patent

"Halliwell Gold Mines Limited" (No personal liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of December, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Halliwell Gold Mines Limited (No personal liability)", ratifying By-Law No. 9, increasing its capital from \$3,000,000.00 to \$5,000,000.00, by the creation of 2,000,000 additional common shares of the par value of \$1.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1942.

P. FRENETTE,
2767-o Acting Deputy Attorney General.

"Ideal Electric Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of December, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Ideal Electric Inc.", ratifying By-Law No. 22, increasing its capital from \$20,000.00 to \$40,000.00, by the creation of 2000 additional common shares of the par value of \$10.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1942.

P. FRENETTE,
2768-o Acting Deputy Attorney General.

"Mysto Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1942, changing the name of the company "Mysterious Chemical Company Limited", incorporated by letters patent bearing date the tenth day of January, 1935, under the name of "Mysterious Chemical Company Limited", to that of "Mysto Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1942.

P. FRENETTE,
2769 Acting Deputy Attorney General.

"The Family Finance Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of December, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec

décembre 1942, à la compagnie "The Family Finance Corporation", ratifiant le règlement N° 41, augmentant son capital de \$20,000 à \$99,000, par la création de 790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf décembre 1942.

P. FRENETTE,

2770 Assistant-procureur général suppléant.

to "The Family Finance Corporation", ratifying By-Law No. 41, increasing its capital from \$20,000.00 to \$99,000.00, by the creation of 790 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1942.

P. FRENETTE,

2770-o Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la législature

Avis public est, par les présentes, donné que Nellie Belle Small, de la cité de Montréal, province de Québec, veuve de feu Duncan McIntyre, de son vivant de ladite Cité de Montréal, marchand, et que National Trust Company, Limited, corps politique dûment incorporé d'après les lois du Dominion du Canada, ayant son bureau chef en la Cité de Toronto, province d'Ontario, et un bureau en ladite Cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant que l'acte de transfert et transport par ladite Nellie Belle Small à ladite National Trust Company, Limited concernant la propriété composée de la subdivision numéro 42 du lot numéro 314 du plan officiel du cadastre et du livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 21 Grove Park dans la Cité de Westmount, est légal, valide et lie à toutes fins, et déclarant que par ledit acte de transfert et transport ladite National Trust Company, Limited est devenue le propriétaire absolu de tous les droits, titres et intérêts appartenant autrefois à feu Kathleen McIntyre, autrefois épouse de Andrew C. Hersey, de son vivant de ladite Cité de Westmount, dans et sur ladite propriété, et ratifiant et confirmant ledit acte de transfert et transport.

Montréal, le 21 décembre 1942.

Les procureurs des Requérants,

MONTGOMERY, McMICHAEL,

COMMON & HOWARD.

2689-52-4-o

Prenez avis que Arthur Bouchard, hôtelier, domicilié à Richmond, Province de Québec, et son épouse Clara Côté s'adresseront à la Législature de Québec à la prochaine session pour faire amender et annuler certaines clauses de leur contrat de mariage, reçu aux minutes de J.-H. Courtois, notaire à Montréal, le 20 juillet, 1942, sous le N° 106 de son répertoire.

Montréal, le 12 décembre 1942.

Le procureur des requérants,

ANDRÉ COTÉ, avocat.

132 St-Jacques ouest, Montréal. 2649-51-4-o

PÉTITION

Avis public est par le présent donné que la cité de Sorel demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour amender sa charte, la loi 52 Victoria, chapitre 80, aux fins suivantes:

a) autoriser l'imposition de certaines taxes;
b) autoriser la nomination de certains officiers n'ayant pas au préalable leur résidence dans la cité;

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that Nellie Belle Small, of the City of Montreal, in the Province of Quebec, widow of the late Duncan McIntyre, in his lifetime of the same place, merchant, and National Trust Company, Limited, a Company duly incorporated under the laws of the Dominion of Canada, having its Head Office in the City of Toronto, in the Province of Ontario, and an office in the said City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act declaring a Deed of Transfer and Conveyance from the said Nellie Belle Small to the said National Trust Company, Limited, covering the property composed of Subdivision Number 42 of Lot Number 314 on the Official Cadastral Plan and in the Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal, with the building thereon erected bearing Civic Number 21 Grove Park in the City of Westmount, to be legal, valid and binding for all purposes and declaring that the said Deed of Transfer and Conveyance had the effect of vesting in the said National Trust Company, Limited all the right, title and interest formerly belonging to the late Kathleen McIntyre, formerly wife of Andrew C. Hersey, in her lifetime of the said City of Westmount, in and to the said property, and ratifying and confirming the said Deed of Transfer and Conveyance.

Montreal, December 21st, 1942.

MONTGOMERY, McMICHAEL,

COMMON & HOWARD,

2689-52-4-o

Solicitors for Applicants.

Take notice that Arthur Bouchard, hotel-keeper, residing at Richmond, Province of Quebec, and his wife Clara Côté will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to amend and annul certain clauses of their marriage contract passed before J. H. Courtois, notary at Montreal, on July 20th, 1920, under No. 106 of his minutes.

Montreal, December 12th, 1942.

ANDRÉ COTÉ, advocate,

Attorney for the Petitioners.

132 St. James St., Montréal. 2649-51-4-o

PETITION

Notice is hereby given that the City of Sorel will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, 52 Victoria, chapter 80, with regard to the following matters:

a) to authorize the levying of certain taxes;
b) to authorize the nomination of certain officers having no previous residence;

c) pour fournir des compteurs pour mesurer la quantité d'eau consommée et en fixer la compensation;

d) pour ratifier son règlement N° 489 qui l'autorise à fournir l'eau au village de St-Joseph de Sorel.

Sorel, le 22 décembre 1942.

Le greffier de la cité,

2705-52-4-o

A. O. CARTIER.

c) to supply meters for measuring water supply and fixing the amount to be paid for same;

d) to ratify its by-law No. 489, authorizing the City of Sorel to supply water to St-Joseph de Sorel.

Sorel, December 22, 1942.

A. O. CARTIER,

City Clerk.

Prenez avis que Joseph Wilfred Ellam des cité et district de Montréal, un membre du Corps Aviation Royal Canadien, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une Loi autorisant le changement de son nom en celui de Joseph Wilfred Minshall.

Daté en la cité de Montréal, province de Québec, le 21 décembre 1942.

Le procureur du requérant,

HOWARD S. ROSS.

57 ouest, rue St-Jacques, Montréal. 2708-52-4

Take notice that Joseph Wilfred Ellam of the City and District of Montreal, and a member of the Royal Canadian Air Force, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act authorizing the changing of his name to Joseph Wilfred Minshall.

Dated in the City of Montreal, in the Province of Quebec, on December 21, 1942.

HOWARD S. ROSS,

Attorney for Petitioner.

57 St. James Street West, Montreal. 2708-52-4-o

CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Salaberry de Valleyfield, s'adressera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le statut 22 George V, chapitre 111, et aux différentes lois qui l'amendent, en particulier la loi 4 George VI, chapitre 87, sur les matières suivantes:

1. Obliger tout propriétaire à donner un avis au trésorier de la cité pour l'informer de tout changement de locataire, de tout nouveau locataire et astreindre tout locataire, qui a des sous-locataires, à donner un tel avis, et pour rendre ce propriétaire ou locataire qui a des sous-locataires, personnellement responsable de la taxe d'eau, sur défaut de donner tel avis.

2. Préciser l'imposition de la taxe de vente, lorsque la marchandise vendue est expédiée, en dehors du territoire de la cité, pour consommation ou usage en dehors du dit territoire.

3. Imposer, dans le cas des maisons à appartements, la taxe de locataire, d'eau, de vidanges et neige, aux propriétaires des dites maisons et rendre ces propriétaires personnellement responsables des dites taxes.

4. Autoriser la cité de Salaberry de Valleyfield à vendre les immeubles pour défaut de paiement des cotisations d'égouts en suivant les procédures de vente pour taxes foncières, telles qu'édictées par la loi.

5. Autoriser la cité de Salaberry de Valleyfield à réunir en une seule taxe, appelée taxe des services publics, pour fins de coliection, les taxes d'eau, de locataire, d'enlèvement de neige et de vidanges.

6. Fixer à 150 pieds, pour les répartitions d'égouts, le nombre maximum de pieds à être cotisés pour moitié, dans le cas des coins de rues.

7. Prévoir au budget le paiement des remboursements sur capital tels que spécifiés aux règlements d'emprunt.

8. Modifier le montant de base affecté à la composition du budget.

9. Pour autres mesures d'intérêt général.

Salaberry de Valleyfield, le 24 décembre 1942.

Le procureur de la requérante,

2732-1-4-o

ALBERT LEBLANC.

CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD

Public notice is hereby given that the City of Salaberry de Valleyfield shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter, Act 22 George V, chapter 111, and to the various acts amending the same, in particular Art. 4 George VI, chapter 87, on the following matters:

1. To oblige any property-owner to give notice to the treasurer of the City advising him of a change in tenant, of all new tenant and to compel any tenant who has sub-tenants to give such a notice, and to hold personally liable this proprietor or tenant who has sub-tenants, for the water tax, in default of giving such a notice.

2. To specify the imposition of the sales tax, when the sold merchandise is delivered outside the city limits, for consumption or use outside the said territory.

3. To impose, in the case of apartment-houses, the tenant, water, removal of snow and garbage taxes, to the proprietors of the said houses and to hold these proprietors personally liable for the said taxes.

4. To authorize the City of Salaberry de Valleyfield to sell the immoveables in default of the payment of the sewer assessments by following the proceedings for the sale of land for taxes, as enacted by law.

5. To authorize the City of Salaberry de Valleyfield to gather in one tax, called public services tax, for the purpose of collection, the water, tenant, removal of snow and garbage taxes.

6. To fix at 150 feet, for sewer assessments, the maximum number of feet to be assessed at one half, concerning street corners.

7. To determine in the budget the payment of the reimbursements on the capital as specified in the loans by-laws.

8. To modify the base amount affected to the composition of the budget.

9. For some other measures of general welfare.

Salaberry de Valleyfield, December 24, 1942.

ALBERT LEBLANC,

Attorney for the Applicant.

2732-1-4-o

Canada, Province de Québec

AVIS

Avis est donné par les présentes que la Corporation de la Cité du Cap de la Madeleine s'adressera à la législature de la province de Québec à sa session prochaine afin d'obtenir une loi spéciale amendant sa charte et les lois qui la régissent, comme suit:

(a) L'article 526a de la loi des Cités et Villes, au sous paragraphe 22 d'icelui, tel qu'adoptée au chapitre 76, des statuts de Québec, 6, Georges VI, de façon à modifier le partage de la taxe de vente entre les cités des Trois-Rivières et du Cap de la Madeleine;

(b) La loi contenue au chapitre 159 des Statuts de Québec, 15, Georges V, ratifiant certaines résolutions du Conseil et des Commissaires d'écoles de la Cité du Cap de la Madeleine et certaines conventions entre les mêmes et la St-Maurice Paper Company Ltd, et ses ayants-droits ou compagnies filiales, de façon à modifier les termes et conditions qui y sont contenus, afin que l'évaluation des biens meubles et immeubles de la St. Maurice Paper Company Ltd, pour les fins de taxation municipale et scolaire, s'opère d'après la loi générale et sans égard auxdites résolutions et conventions lorsque les opérations de ladite St. Maurice Paper Company Ltd, ses ayants-droits, ou compagnies filiales, seront discontinuées;

(c) Insérer dans la charte de ladite Cité du Cap de la Madeleine les clauses nécessaires pour donner effet aux changements susmentionnés et inclure dans ladite charte et définir plus complètement les pouvoirs administratifs et législatifs et les attributions du Conseil de ladite Cité, du Maire et des Échevins d'icelle siégeant en commission et des différents officiers de ladite Cité.

Cap de la Madeleine, ce 29 décembre 1942.

Le greffier de la cité du Cap de la Madeleine,
F. BEAUMIER.
2749-1-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Écoles et les Syndics pour la Municipalité de la Ville de Laprairie s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendant les Statuts 49 et 50 Victoria, Chapitre 58, et 9 Édouard VII, Chapitre 92 ou tous autres Statuts affectant leur mode de taxation, aux fins d'enlever toutes restrictions qui les empêchent d'imposer les taxes, conformément au Code Scolaire de la Province de Québec et pour autres fins.
Montréal, 31 décembre 1942.

Le procureur des Commissaires d'Écoles
et des Syndics pour la municipalité de la
Ville de Laprairie.
VINCENT DUPUIS.
2777-2-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné, conformément à la loi, que la Corporation de la paroisse de Ste-Foy, comté de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, réunie en parlement, aux fins d'obtenir, à la prochaine session:

a) En vue de l'adoption d'un règlement de construction et de zonage, les pouvoirs ci-après: de réglementer l'espèce et la situation des arbres le long des rues; d'homologuer suivant plan les rues principales, radiales et circulaires, de les classer et d'en fixer la largeur; de classi-

Canada, Province of Quebec

NOTICE

Notice is by these presents given that the Corporation of the City of Cap de la Madeleine shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to secure the passing of a special law amending its charter and the laws regulating it, as follows:

(a) Article 526a of the Cities and Towns act, at sub-paragraph 22 of same, as adopted at chapter 76, of the Statutes of Quebec, 6, Georges VI, so as to modify the division of the sales tax between the Cities of Trois-Rivières and Cap de la Madeleine;

(b) The law contained at chapter 159, of the Statutes of Quebec, 15, Georges V, ratifying certain resolutions of the Council and of the School Trustees of the City of Cap de la Madeleine and certain agreements between the same and the St. Maurice Paper Company Ltd., and its ayants-droits, or sister companies, so as to modify the terms and conditions therein contained, to have the assessment of the movables and immovables of the St. Maurice Paper Company Ltd., for municipal and school taxation purposes, made according to the general law and without regard to the said resolutions and agreements, when the operations of the said St. Maurice Paper Company Ltd., its ayants-droits or sister companies, shall cease;

(c) Insert in the charter of the City of Cap de la Madeleine the necessary clauses to give effect to the changes before-mentioned and include in the said charter and define more completely the administrative and legislative powers and the duties of the Council of the said City, of the Mayor and Aldermen of same, sitting as a commission, and of the several officers of the said City.

Cap de la Madeleine, December 29th 1942.

F. BEAUMIER,
Clerk of the city of Cap de la Madeleine.
2749-1-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners and Trustees for the municipality of the Town of Laprairie, will appeal to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act amending the Statutes 49 and 50 Victoria, Chapter 58, and 9 Edward VII, Chapter 92, or any other Statutes altering their system of taxation, for the purpose of taking away any restriction which prevents them to levy taxes according to the School Laws of the Province of Quebec, and for other purposes.
Montreal, December 30th 1942.

VINCENT DUPUIS,
Attorney for the Commissioners and
Trustees for the municipality of the
Town of Laprairie.
2777-2-4-o

NOTICE

Notice is hereby given, according to Law, that the Corporation of the Parish of Ste-Foy, County of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, assembled in Parliament, for the purpose of obtaining, at the next session:

a) Respecting the adoption of a By-law of Construction and Zoning, the following powers: To regulate the specie and the situation of trees along the streets; to homologate, according to plan, the principal streets, radial and circular, to classify same and fix the width thereof; to

fier et grouper les édifices d'après leurs matériaux, leur usage et les rues où ils devront être construits, de régler le nombre et la hauteur de leurs étages, les dimensions de leurs murs extérieurs et de fondation; de régler le niveau des planchers de cave et de sous-sols; d'exiger la cadastration de toute subdivision d'un terrain en lots à bâtir; de régler et de prohiber les affiches, enseignes et panneaux-réclame; de régler la ventilation des cabinets d'aisance et d'en fixer le nombre dans les stations de services; d'amender sans référendum tout règlement passé sous 392-A du code municipal;

b) les pouvoirs additionnels ci-après:

de diviser la municipalité en quartiers de votation avec attribution de siège à chaque quartier; de racheter au pair les obligations actuellement en circulation aux fins d'une émission nouvelle; d'amender sans référendum les règlements Nos 66-68 aux fins de soustraire aux obligations des dits règlements les propriétaires construits sur des rues détachées de lots originairement sujets aux dits règlements et le droit de les imposer de nouveau pour leurs trottoirs.

Québec, ce 5 janvier 1943.

Le procureur de la Corporation de Ste-Foy,
2784-2-4-o HORACE PHILIPPON, C.R.

LA CITÉ DE VERDUN

La Cité de Verdun donne avis qu'elle s'adresse à la Législature Provinciale à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

- 1.—Établissement de la valeur des lots vagues.
- 2.—Taxes scolaires.
- 3.—Cour du Recorder.
- 4.—Fonds de roulement.
- 5.—Règlements de construction.
- 6.—Préparation du rôle d'évaluation.
- 7.—Rues, ruelles et places publiques.
- 8.—Créances municipales.
- 9.—Construction de trottoirs, égouts, services d'eau et ruelles.
- 10.—Permis et licences.
- 11.—Maladies contagieuses.
- 12.—Exemption de taxes.
- 13.—Intérêts sur créances de la ville.
- 14.—Circulation.
- 15.—Paiement de certains comptes et pouvoirs d'emprunt.
- 16.—Imputation des paiements sur taxes.
- 17.—Installation de poteaux, fils, etc.
- 18.—Élection municipale.
- 19.—Taxe sur les commerces.
- 20.—Retrait des lots vacants.
- 21.—Taxes sur machineries.

Donné à Verdun, P.Q., ce 5ème jour de janvier 1943.

Le procureur de la Cité de Verdun,
2789-2-4-o FRANCIS FAUTEUX.

Avis divers

"GENERAL SOYA PRODUCTS COMPANY LIMITED"

Règlement No 19

Que le siège social de la compagnie soit changé de la ville de Bearepaire, dans la province de Québec, au numéro 91 rue Saint-Patrice, dans la cité de Lachine, P.Q.

La secrétaire,
2773 MARGARET EDMONDSON.

classify and group buildings according to their materials, their use and the streets where they are to be built, to regulate the number and the height of their stories, the dimensions of their outside walls and foundation; to regulate the level of cellar and basement floors; to require the cadastral registration of all subdivisions of land into building lots; to regulate and prohibit advertisements, signs and posters; to regulate the ventilation of toilets and to fix the number thereof in service stations; to amend, without a referendum, any By-law passed under 392-A of the Municipal Code;

b) The following additional powers:

To divide the Municipality into polling districts with the attribution of one seat for each district; to redeem at par the outstanding bonds for the purpose of a new issue; to amend, without a referendum, By-laws Nos. 66-68 for the purpose of relieving from the obligations of the said By-laws, the proprietors owning property built upon the streets detached from lots originally subjected to the said By-laws and the right to tax them anew for their sidewalks.

Quebec, January 5th, 1943.

HORACE PHILIPPON, K.C.,
2784-2-4 Attorney for the Corporation of Ste. Foy.

CITY OF VERDUN

The City of Verdun hereby gives notice that at the next session of the Provincial Legislature it will apply for amendments to the City Charter on the following subjects:

- 1.—Valuation of vacant lots.
- 2.—School taxes.
- 3.—Recorder's Court.
- 4.—Local Improvement Loans.
- 5.—Building Regulations.
- 6.—Preparation of Valuation Roll.
- 7.—Streets, lanes and public places.
- 8.—Municipal Accounts.
- 9.—Construction of sidewalks, sewers, water-mains and lanes.
- 10.—Permits and licenses.
- 11.—Contagious diseases.
- 12.—Tax exemption.
- 13.—Interest on municipal accounts.
- 14.—Traffic.
- 15.—Payment of certain accounts and borrowing power.
- 16.—Allocation of tax payments.
- 17.—Installation of poles, wires, etc.
- 18.—Municipal Election.
- 19.—Tax on commerce.
- 20.—Redemption of vacant lots.
- 21.—Tax on machinery.

Given at Verdun, P.Q. this 5th day of January 1943.

FRANCIS FAUTEUX,
2789-2-4-o Attorney for the City of Verdun.

Miscellaneous Notices

"GENERAL SOYA PRODUCTS COMPANY LIMITED"

By-Law No. 19

That the Head Office of the Company be changed from the Town of Bearepaire, in the Province of Quebec, to 91 St. Patrick Street, in the City of Lachine, P.Q.

MARGARET EDMONDSON,
2773-o Secretary.

LA COMPAGNIE ROUSSEAU, LIMITÉE

Règlement N° 34

Qu'il soit et il est par le présent règlement N° 34 de la compagnie, édicté et décrété que l'actif de la compagnie soit distribué aux actionnaires.

[Sceau]

2776-o

Le secrétaire,
JEAN J. RYAN.

Avis est par les présentes donné que M. James Gardiner Dick de Montréal, Province de Québec, est membre de l'Association Professionnels des Chimistes.

Montréal, 28 décembre 1942.

2779-o

Le secrétaire-Régistrare,
ARTHUR F. WATSON.

Avis est par les présentes donné que le Docteur William Hooker Hatcher de Montréal, Province de Québec, est membre de l'Association Professionnels des Chimistes.

Montréal, 28 décembre 1942.

2780-o

Le secrétaire-registrare,
ARTHUR F. WATSON.

"HOWARD DEVELOPMENT CO. LTD."

Un règlement spécial "A" passé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoqués pour le considérer et tenue le 18 août 1942, à 11 A.M.

Règlement spécial "A"

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre.

[Sceau]

2781

Certifié,
Le secrétaire-trésorier,
M. T. CAYNE.

LA COMPAGNIE ROUSSEAU, LIMITÉE

By-law No. 34

That it be, and it is by the present By-law No. 34 of the Company, enacted and ordained that the assets of the Company be distributed to the shareholders.

[Seal]

2776

JEAN J. RYAN,
Secretary.

Notice is hereby given that Mr. James Gardiner Dick, of Montreal, Province of Quebec, is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, December 28th. 1942.

2779-o

ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

Notice is hereby given that Dr William Hooker Hatcher, of Montreal, Province of Quebec, is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, December 28th. 1942.

2780-o

ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

HOWARD DEVELOPMENT CO. LTD.

Special By-Law "A" unanimously passed at a Special General Meeting of Shareholders called for considering the same and held on August 18, at 11 A.M.

Special By-Law "A"

"That the number of Directors of the Company be increased from three to four."

[Seal]

2781-o

Certified,
M. T. CAYNE,
Secretary-Treasurer.

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 12 janvier 1943 et présentés avant le 23 février 1943, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 12 février 1943 et reçues avant le 17 février 1943 et les rapports des comités élus chargés de l'expédition des bills privés devront être reçus avant le 9 mars 1943.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 12th January, 1943, and introduced before the 23rd February, 1943, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 12th February, 1943, and received before the 17th February, 1943, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 9th March 1943.

Québec, le 15 décembre 1942.

Quebec, 15th December, 1942.

2645-51-7-o

Le greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

2645-51-7-o

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Bureau-Chef

Chief-Office

Province de Québec.—District de Montréal.

Province of Quebec.—District of Montreal.

DUFRESNE INVESTMENTS INC.—LA CIE DE PLACEMENTS DUFRESNE INC.

"DUFRESNE INVESTMENTS INC.—LA CIE DE PLACEMENTS DUFRESNE INC."

Avis est donné que la compagnie Dufresne Investments Inc.—La Cie de Placements Du-

Notice is given that the company "Dufresne Investments Inc.—La Cie de Placements Du-

fresne Inc., constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, en vertu de la Première Partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 22ème jour d'octobre 1942 et enregistrées le 26ème jour du même mois, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au N° 1832 du boulevard Pie IX.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 30ème jour de décembre 1942.

Le président,
MARIUS DUFRESNE.

2774-o

fresne Inc." incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, under Part I of the Quebec Companies' Act, on October 22nd 1942 and registered on the 26th day of said month, and having its head office in the City of Montreal, District of Montreal, has established its office at No. 1832 Pie IX Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 30th day of December, 1942.

MARIUS DUFRESNE,
President.

2774

Chartes—Abandon de

LAKE ST. JOHN LIGHT & POWER COMPANY

Avis de demande d'abandon de charte

Avis est, par les présentes donné, que la compagnie Lake St. John Light & Power Company, une corporation ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'est adressée au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 30 décembre 1942.

Le secrétaire-trésorier,
A. K. DWYER.

2775

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie d'Immeubles de St-Jérôme", constituée en corporation par lettres patentes en date du dixième jour de février 1913.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de décembre 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce vingt-troisième jour de décembre 1942.

P. FRENETTE,
2785-o Assistant-Procureur Général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Argentum Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du neuf août 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un décembre 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois décembre 1942.

P. FRENETTE,
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941,

Charters—Surrender of

LAKE ST. JOHN LIGHT & POWER COMPANY

Notice of Application for leave to surrender charter

Notice is hereby given that Lake St. John Light & Power Company, a corporation with head office in the City of Montreal, has applied to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, December 30th, 1942.

A. K. DWYER,
Secretary-Treasurer.

2775-o

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "La Compagnie d'Immeubles de St-Jérôme", incorporated by letters patent bearing date the tenth day of February, 1913.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1942.

P. FRENETTE,
2785 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Argentum Limited", incorporated by letters patent dated the ninth day of August, 1935.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted

et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Liebling Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatre avril 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un décembre 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois décembre 1942.

P. FRENETTE,
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Packard Clothes Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier avril 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un décembre 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce seize décembre 1942.

P. FRENETTE,
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Producers & Distributors Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente décembre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un décembre 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce douze décembre 1942.

P. FRENETTE,
2786 Assistant-procureur général suppléant.

by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Liebling Realty Corporation", incorporated by letters patent dated the fourth day of April, 1929.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Packard Clothes Ltd.", incorporated by letters patent date the first day of April, 1935.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Producers & Distributors Ltd.", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of December, 1940.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1942.

P. FRENETTE,
2786-o Acting Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipales,
Industrie & Commerce

Department of Municipal Affairs,
Trade & Commerce

ANNEXION À LA VILLE DU LAC SERGENT,
COMTÉ DE PORTNEUF.

ANNEXATION TO THE TOWN OF LAC-SERGENT,
COUNTY OF PORTNEUF.

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté ministériel numéro 3552, du 24 décembre 1942, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233), il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 39 de la ville du Lac Sargent, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous soit, quant à ses parties décrites aux paragraphes 1 et 2, détaché de la municipalité de Saint-Raymond, et quant à ses parties décrites aux paragraphes 3, 4, 5 et 6 détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine de

To whom these presents may concern:

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 3552, of December 24th, 1942, and pursuant to the provisions of article 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233) the Lieutenant Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 39 of the Town of Lac-Sargent, and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said By-law and hereinunder described, be, as to the parts thereof described in paragraphs 1 and 2, detached from the Municipality of Saint-Raymond, and, as to the parts thereof described in paragraphs 3, 4, 5 and 6, detached from the Municipality of the

Fossambault, et soit annexé en entier à la ville du Lac Sergent.

Ce territoire est le suivant:

"Un territoire situé en partie dans la seigneurie de Bourg-Louis et en partie dans la seigneurie de Fossambault, comté de Portneuf, consistant en six lopins de terre tels que ci-après décrits, à savoir:—

1° Cette partie du lot N° 461 du cadastre officiel de la paroisse de St-Raymond, comprise entre la rive du lac Sergent, le lot N° 461-1 et la ligne séparative des seigneuries de Bourg-Louis et de Fossambault.

2° Un lopin de terre faisant partie des lots du N° 460 au N° 467 et du N° 528 au N° 530 inclusivement, comprenant les lots Nos 464-7, 465-9, 465-11 et les lots Nos 466-1 à 466-14, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Raymond. Le périmètre dudit lopin de terre se décrivant comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des seigneuries de Bourg-Louis et de Fossambault avec la ligne séparative des lots Nos 459 et 460 dudit cadastre; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative des lots 459 et 460 sur une longueur de 600 pieds, une ligne traversant le lot N° 460, perpendiculairement aux lignes latérales, la ligne séparative des lots Nos 460 et 461 en allant vers l'ouest jusqu'à une ligne perpendiculaire aux lignes latérales des lots, ladite ligne perpendiculaire à travers le lot 461; intersectant la ligne séparative des lots Nos 461 et 462 à 200 pieds à l'ouest de l'angle nord-ouest du lot N° 462-4 et se prolongeant dans le N° 462 jusqu'au côté nord d'un chemin public, ledit côté nord dudit chemin public jusqu'au prolongement d'une ligne perpendiculaire aux lignes latérales des lots, ledit prolongement et ladite ligne perpendiculaire, laquelle intersecte la ligne séparative des lots Nos 462 et 463, à 250 pieds à l'ouest de l'angle sud-ouest du lot N° 462-3 et se prolonge à travers les lots Nos 463 et 464, la ligne séparative des lots Nos 464 et 465 jusqu'à l'angle nord-ouest du lot No 465-11, la ligne ouest du lot N° 465-11 prolongée jusqu'au côté sud de l'emprise du chemin de fer Canadien-National, ledit côté sud dudit chemin de fer jusqu'au côté sud d'un chemin public, ledit côté sud du chemin public à travers les lots Nos 466 et 467 jusqu'à la rive sud-ouest de la décharge du lac Sergent, ladite rive sud-ouest de ladite décharge jusqu'au prolongement d'une ligne s'établissant à 250 pieds au sud de la ligne de front des lots Nos 530-1 à 530-3 et parallèle à icelle, ledit prolongement et ladite ligne parallèle, une ligne s'établissant à 250 pieds au sud-est de la ligne de front des lots Nos 530-4, 529-1 à 529-7, 528-1 à 528-5 et parallèle à icelle jusqu'à la ligne séparative des seigneuries de Bourg-Louis et de Fossambault faisant à cet endroit la limite actuelle de la ville du Lac Sergent; de là, suivant la limite actuelle de la ville du Lac Sergent en la contournant de gauche à droite dans les directions sensiblement ouest, nord et est jusqu'à l'angle nord-est du lot N° 461-1 sur la ligne séparative des seigneuries de Bourg-Louis et de Fossambault et, enfin, cette dernière ligne jusqu'au point de départ.

3° Un lopin de terre faisant partie du lot N° 566 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Catherine et dont les limites se décrivent comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des seigneuries de Bourg-Louis et Fossambault avec la rive nord-ouest du lac Sergent; de là, passant successivement par les lignes de démarcations suivantes: ladite ligne séparative des sei-

Parish of Sainte-Catherine de Fossambault, and be annexed in its entirety to the Town of Lac-Sergent.

Such territory is the following:

"A territory situate partly in the Seigniorie of Bourg-Louis and partly in the Seigniorie of Fossambault, County of Portneuf, consisting in six parcels of land as hereinafter described, to wit:

1. That part of lot No. 461 of the official cadastre for the Parish of St-Raymond, comprised between the bank of Lake Sergent, lot No. 461-1 and the division line of the seigniories Bourg-Louis and Fossambault.

2. A parcel of land forming part of lots from No. 460 to No. 467 and from No. 528 to No. 530 inclusively, comprising lots 464-7, 465-9, 465-11 and lots Nos. 466-1 to 466-14, all of the official cadastre for the Parish of St-Raymond. The perimeter of said parcel of land being described as follows: starting from the point of intersection of the division line of the seigniories of Bourg-Louis and Fossambault, with the division line of lots Nos. 459 and 460 of said cadastre; thence, passing successively by the following lines and demarcations: the said division line of lots 459 and 460 on a length of 600 feet, a line running across lot No. 460, perpendicularly to the lateral lines, the division line of lots Nos. 460 and 461, running West, to a line perpendicular to the lateral lines of the lots, the said perpendicular line across lot 461; intersecting the division line of lots Nos. 461 and 462, 200 feet distant on the West from the Northwest angle of lot No. 462-4 and being prolonged into No. 462 to the North side of a public road, the said North side of said public road to the prolongation of a line perpendicular to the lateral lines of the lots, the said prolongation and the said perpendicular line, the same intersecting the division line of lots Nos. 462 and 463, 250 feet distant, on the West from the Southwest angle of lot No. 462-3 and being prolonged across lots Nos. 463 and 464, the division line of lots Nos. 464 and 465 to the Northwest angle of lot No. 465-11 the west line of lot 465-11 prolonged to the South side of the right of way of the Canadian National Railway, the said South side of said Railway, to the South side of a public road, the said South side of the public road across lots Nos. 466 and 467 to the Southwest bank of the outlet of Lake Sergent, the said Southwest bank of said outlet to the prolongation of a line established at 250 feet on the south of the front line of lots Nos. 530-1 to 530-3 and parallel thereto, the said prolongation and said parallel line, a line established at 250 feet on the Southeast of the front line of lots Nos. 530-4, 529-1 to 529-7, 528-1 to 528-5 and parallel thereto, as far as the division line of the seigniories of Bourg-Louis and Fossambault, forming, at said place, the actual boundary of the Town of Lac-Sergent; thence, following the actual boundary of the Town of Lac-Sergent and surrounding same from left to right in directions bearing Westerly, Northerly and Easterly to the Northeast angle of lot No. 461-1 on the division line of the seigniories of Bourg-Louis and Fossambault, and finally, this latter line to the starting point.

3. A parcel of land forming part of lot No. 566 on the official cadastre for the Parish of Ste. Catherine, and the limits whereof being described as follows: starting from the point of intersection of the division line between the seigniories of Bourg-Louis and Fossambault, with the Northwest bank of Lake Sergent; thence, passing successively by the following lines and demarca-

gneuries de Bourg-Louis et de Fossambault jusqu'au côté sud-est d'un chemin public, ledit côté sud-est dudit chemin public en allant vers le nord-est jusqu'au côté nord-est d'un autre chemin, ledit côté nord-est de cet autre chemin jusqu'à une ligne perpendiculaire à la section nord de la ligne sud-ouest du lot N° 566-E et s'établissant à 107 pieds au sud de l'angle ouest du susdit lot, ladite ligne perpendiculaire jusqu'à la ligne sud-ouest du lot N° 566-E, la ligne sud-ouest du lot N° 566-E, la ligne sud-ouest du lot N° 566-A-5 et la rive nord-ouest du lac Sergent jusqu'au point de départ.

4° Cette partie du lot N° 565 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, limitée au nord-est et au sud-ouest respectivement par les lignes latérales nord-est et sud-ouest dudit lot, au sud-est par la rive du lac Sergent et la limite actuelle de la ville du lac Sergent, au nord-ouest par une ligne droite joignant un point sur la ligne latérale nord-est, situé à 250 pieds au nord-ouest de la rive du lac, à un point sur la ligne latérale sud-ouest, situé à 250 pieds au nord-ouest de la limite actuelle de la ville du Lac Sergent.

5° Cette partie des lots nos 539 et 540 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Catherine, comprise entre l'emprise du chemin de fer Canadien-National au sud-est, le lac Sergent au nord-ouest, le lot N° 538 du sud-ouest et un ruisseau au nord.

6° Toute la partie non subdivisée du lot N° 537 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Catherine, limitée au nord-est au lot N° 538, au sud-ouest au lot N° 536, au sud-est à la huitième concession et au nord-ouest aux lots Nos 537-3, 537-4, 537-5, 537-6 et 537-7."

Québec, ce vingt-neuvième jour de décembre 1942.

Le Ministre des Affaires Municipales,
de l'Industrie et du Commerce,
2772-o OSCAR DROUIN. 2772

tions: the said division line of the seigniories Bourg-Louis and Fossambault to the Southeast side of a public road, the said Southeast side of said public road running Northeasterly, to the Northeast side of another road, the said Northeast side of said other road to a line perpendicular to the Northern section of the Southwest line of lot No. 566-E and established 107 feet distant on the South from the Western angle of the aforesaid lot, the said perpendicular line to the Southwest line of lot No. 566-E, the Southwest line of lot No. 566-E, the Southwest line of lot No. 566-A-5 and the Northwest bank of Lake Sergent to the starting point.

4. That part of lot No. 565 on the official cadastre for the Parish of Sainte-Catherine, bounded respectively on the Northeast and Southwest by the lateral Northeast and Southwest line of said lot, on the Southeast by the bank of Lake Sergent and the actual boundary of the Town of Lac-Sergent, on the Northwest by a straight line joining a point on the lateral Northeast line, situate 250 feet distant on the Northwest from the bank of the Lake, at a point on the lateral Southwest line situate at 250 feet Northwest from the actual boundary of the Town of Lac-Sergent.

5. That part of lots Nos. 539 and 540 on the official cadastre for the Parish of Ste. Catherine, comprised within the Canadian National Railway right of way on the Southeast, Lake Sergent on the Northwest, lot No. 538 on the Southwest and a stream on the North.

6. All the unsubdivided part of lot No. 537 on the official cadastre for the Parish of Ste. Catherine, bounded on the Northeast by lot No. 538, on the Southwest by lot No. 536, on the Southeast by the Eighth Concession and on the Northwest by lots Nos. 537-3, 537-4, 537-5, 537-6 and 537-7.

Quebec, this twenty-ninth day of December, 1942.

OSCAR DROUIN,
Minister of Municipal Affairs,
Trade and Commerce.

Département du Trésor
Assurances

Loi des Compagnies de Fidéicommiss

AVIS D'ÉMISSION DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis, par les présentes, est donné que The Guaranty Trust Company of Canada a obtenu, le 10 décembre 1942, le certificat d'enregistrement N° 41, tel que prévu par l'article 17 de la Loi des compagnies de fidéicommiss (Chapitre 284 S.R.Q. 1941).

La Compagnie a son principal bureau d'affaires dans la Province dans la cité de Montréal et elle a nommé monsieur John Michaël Hayes, son agent principal dans la Province, en conformité des dispositions de l'article 26 de ladite loi.

Donné conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi des compagnies de fidéicommiss (Chap. 284, S.R.Q. 1941), ce vingt-quatrième jour de décembre 1942.

L'Inspecteur des Compagnies de Fidéicommiss,
2787-o GEORGES LAFRANCE. 2787-o

Department of Treasury
Insurance

Trust Companies' Act

NOTICE OF ISSUE OF CERTIFICATE OF
REGISTRATION

Notice is hereby given that the Guaranty Trust Company of Canada has obtained on the 10th of December 1942, the certificate of registration No. 41, as provided for by Section 17 of the Trust Companies' Act (Chapter 284 R.S.Q. 1941).

The Company has its principal place of business in the Province in the City of Montreal and has appointed Mr. John Michaël Hayes as its chief-agent in the Province, in accordance with the provisions of section 26 of the said Act.

Given pursuant to the provisions of section 30 of the Trust Companies' Act (Chapter 284 R.S.Q. 1941) this twenty-fourth day of December 1942.

GEORGES LAFRANCE,
Inspector of Trust Companies.

LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC

QUEBEC INSURANCE ACT

AVIS

NOTICE

Les soussignés, par les présentes, donnent avis qu'ils ont l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, pour demander de les constituer en corporation de compagnie d'assurance aux fins de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux classes suivantes: contre les accidents d'automobile, aviation, contre le bris-de-glace (plate-glass), sur les chaudières à vapeur, de crédit, contre les cyclones, contre les défauts d'extincteurs automatiques, contre les explosions, contre le faux, de garantie, contre la grêle, contre l'incendie, industrielle, les intempéries, contre la maladie, maritime océanique, navigation intérieure, responsabilité publique, transport, contre le vol avec ou sans effraction, ou tout autre genre d'assurance ou de réassurance, excepté l'assurance-vie, avec principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, au capital-actions de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en 5,000 actions de cent dollars (\$100.00) chacune, le tout en conformité de la Loi des Assurances de Québec (S.R.Q. 1941, Chap. 299).

Le nom de la compagnie sera: L'Union Canadienne, Compagnie d'assurances générales — Canadian Union General Insurance Company.

Québec, 5 janvier 1943.

The undersigned, hereby give notice that they intend to ask to the Lieutenant-Governor-in-Council to incorporate them as an insurance company for the purpose of carrying on the business of insurance and reinsurance of the following classes: against automobile accidents, aviation, credit, explosion, fire, forgery, guarantee, hail, industrial, inland marine, against larceny, house-breaking, burglary, ocean marine, plate-glass, public liability, sickness, sprinkler leakage, steam boiler, tornado, transportation, weather, or any other class of insurance or reinsurance, life insurance excluded, with head office in the city of Montreal, and a capital-stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided into 5,000 shares of one hundred dollars (\$100.00) each, the whole in conformity with the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941, Chap. 299).

The name of the company will be: Canadian Union General Insurance Company — L'Union Canadienne, Compagnie d'assurances générales.

Quebec, January 5, 1943.

Témoins — Witnesses	Signataires — Signers	Jean Gauthier.	Napoléon Alarie, courtier en assurance—insurance broker, 927 Ste-Geneviève, Trois-Rivières.
		Jean Gauthier.	J.-Arthur Desjardins, courtier en assurance — insurance broker, Matane, P.Q.
		Jean Gauthier.	Jean B. E. Durocher, courtier en assurance — insurance broker, 515 Mondor, St. Hyacinthe, P.Q.
		Jean Gauthier.	M. A. Joseph Gauthier, courtier en assurance — insurance broker, 5129 Ch. Côte St-Antoine, Montréal.
		Jean Gauthier.	Aimé Guertin, courtier en assurance — insurance broker, 1 Montcalm, Hull, P. Q.
		Jean Gauthier.	Pierre Horace Plourde, courtier en assurance — insurance broker, Victoria-ville, P. Q.
		Jean Gauthier.	Alphonse Proteau, courtier en assurance — insurance broker, 111 Côte-de-la-Montagne, Québec.

2796-2-4-0

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Concernant la société d'agriculture du comté de Soulanges

Respecting the Agricultural Society of the County of Soulanges

Attendu qu'il existe dans le comté de Soulanges une société d'agriculture composée des cercles agricoles formés dans ledit comté et ainsi organisée antérieurement à la Loi 6 Geo. VI, chap. 41;

Vu le pouvoir accordé au ministre de l'Agriculture par l'article 5 de ladite loi;

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence de la société d'agriculture du comté de Soulanges ainsi formée.

Québec, ce 30 décembre, 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
2778-o ADRIEN MORIN.

Whereas there exists in the County of Soulanges an agricultural society composed of Farmers' Clubs formed in the said County and so organized previous to the Act 6 George VI, chapter 41;

Seeing the power granted to the Minister of Agriculture by article 5 of the said Act;

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture recognizes the existence of the Agricultural Society of the County of Soulanges, so formed.

Quebec, December 30th., 1942.

ADRIEN MORIN,
2778 Acting Deputy Minister of Agriculture.

ERRATA

ERRATA

Au sujet de la nomination de M. Lalumière comme juge de paix, nomination en date du 12

With regard to the appointment of Mr. Lalumière as Justice of the Peace, appointment dated

décembre 1942 et publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* du 2 janvier 1943, page 19, veuillez prendre note que les initiales de M. Lalumière sont: "J.-B.", et non pas "J.-H." tel que publié. 2793-0

the 12th of December, 1942, and published in the *Quebec Official Gazette* of the 2nd of January, 1943, Page 19, please take note that the initials of Mr. Lalumière are: "J. B." and not "J. H." as published. 2793

Dans la Cour Supérieure
Canada, }
Province de Québec, } L'HONORABLE MI-
District de Québec, } NISTRE DES TRA-
N° 27733 } VAUX PUBLICS DE
LA PROVINCE DE
QUÉBEC, Requérent; vs THE QUEBEC SAGUENAY & CHIBOUGAMAU RAILWAY COMPANY, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, Intimée; & LE SUN TRUST LIMITÉE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, et un bureau d'affaires en la cité de Québec, en sa qualité de séquestre et administrateur de "THE QUEBEC SAGUENAY & CHIBOUGAMAU RAILWAY COMPANY", Mis-en-cause.

In the Superior Court
Canada, }
Province of Quebec, } THE HONOURABLE
District of Quebec, } THE MINISTER
No. 27733 } OF PUBLIC WORKS
OF THE PROVINCE
OF QUEBEC, petitioner; vs THE QUEBEC SAGUENAY & CHIBOUGAMAU RAILWAY COMPANY, a body politic and corporate having its principal place of business in the City of Quebec, respondent; & THE SUN TRUST LIMITED, a body politic and corporate, having its principal place of business in the City of Montreal and a business office in the City of Quebec, in its quality of Receiver and Administrator of "THE QUEBEC SAGUENAY AND CHIBOUGAMAU RAILWAY COMPANY", mis-en-cause.

Avis est, par les présentes, donné que la description des biens de la Compagnie défenderesse à être vendus le 12 janvier 1943, suivant annonces, avis et publications parus dans la *Gazette Officielle de Québec* N° 49, Vol. 74, le 5 décembre 1942 et N° 52, Vol. 74, le 26 décembre 1942, était erronée et par un jugement de la Cour Supérieure de Québec, rendu le 30 décembre 1942 par l'honorable juge J.-Oscar Boulanger, les corrections ou omissions suivantes ont été permises:

Notice is hereby given, that the description of the properties of the defendant Company, to be sold on January 12th, 1943, as per advertisements, notices and publications appearing in the *Quebec Official Gazette* No. 49, Vol. 74, December 5th, 1942, and No. 52, Vol. 74, December 26th, 1942, was erroneous, and that by a judgment of the Superior Court rendered December 30th, 1942, by Honourable Justice J. Oscar Boulanger, the following corrections or omissions have been permitted:

1. En ce qu'à la page 4 du jugement, paragraphe a on réfère aux "lots 3a, 3b et 4 du rang 1; 3a, 3b et 2 du rang 2 du cadastre officiel du Canton Delisle, division d'enregistrement du comté du Lac St-Jean" alors que l'on aurait dû ajouter les mots "Ile d'Alma" avant les mots "Canton Delisle";

1. That on page 4 of the judgment, paragraph a reference is made to "Lots 3a, 3b and 4 of Range 1; 3a, 3b and 2 of Range 2, of the official cadastre for the Township of Delisle, Registration Division of the County of Lake St. John" whilst there ought to have been added the words "Ile d'Alma" before the words "Township of Delisle";

2. En ce qu'au paragraphe 72 du dit jugement, il est question "d'une lisière de terrain de forme triangulaire et située dans la municipalité de Ste-Monique et prise à même le lot 25 du cadastre officiel du Canton Taillon" sans dire dans quel rang est le dit lot qui, en fait, se trouve dans le rang 8 du Canton Taillon;

2. That in paragraph 72 of said judgment, there is mentioned "a strip of land of triangular figure and situate in the Municipality of Ste. Monique and taken out of lot 25 of the official cadastre for the Township of Taillon" without it being said in which range this lot is found, said lot being, in fact, situate in Range 8 of the Township of Taillon;

3. En ce que, à partir du paragraphe 78 au paragraphe 109 inclusivement, l'on a omis d'ajouter "rang 4" après la description de chaque lot.

3. That, from paragraph 78 to paragraph 109 inclusively, there has been omitted the addition of "Range 4" after the description of each lot.

Québec, ce 5 janvier 1943.

Quebec, January 5th, 1943.

Le procureur du requérant,
2794-0 MAXIME MORIN. 2794

MAXIME MORIN,
Attorney for the Petitioner.

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DU SAGUENAY.—BAR OF SAGUENAY.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen oral de janvier 1943.—Oral examination of January 1943.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Angers.....	Rosario.....	46	St-Joseph d'Alma.

Chicoutimi, le 28 décembre 1942.—Chicoutimi, December 28th, 1942.

Le secrétaire du Barreau du Saguenay,
LOUIS-RENÉ LAGACÉ,
Secretary of the Bar of Saguenay.

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examen oral, le 12 janvier 1943, à Montréal.—Oral examination, at Montreal, January 12, 1943.

Noms Names	Prénoms Surnames	Résidence Residence
1.—Blais	Marcel	Montréal.
2.—Drapeau	Jean	Montréal.
3.—Haines	Starley	Montréal.
4.—Knox	George B.	Montréal.
5.—Melançon	Claude	Ville St-Laurent.
6.—Tannage	Edward	Montréal.

Montréal, le 28 décembre 1942.—Montreal, December 28th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GÉRARD TRUDEL,
Secretary of the Bar of Montreal.

2739-1-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 décembre 1942.

M. Césaire Caron, marchand, de Lac-des-Aigles: greffier des juges de paix appelés à agir dans la localité connue sous le nom de "Lac-des-Aigles", laquelle est située dans un territoire non organisé du district judiciaire de Rimouski.

Québec, 24 décembre 1942.

M. Arthur Laperrière, rentier, s/d Hospice de Montmagny: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). 2792-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, December 12th, 1942.

Mr. Césaire Caron, merchant, of Lac-des-Aigles: to be Clerk of the Justices of the Peace called to act in the locality known under the name of "Lac-des-Aigles", which is situate in an unorganized territory of the judicial district of Rimouski.

Quebec, December 24th, 1942.

Mr. Arthur Laperrière, annuitant, c/o Hospice de Montmagny: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15). 2792

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DEUX FÉVRIER prochain, et en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SECOND day of FEBRUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent

apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE, l'an de grâce mil neuf-cent quarante-deux et de Notre règne le septième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

2646—51-7-o

and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGÈNE MARIE JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this FIFTEENTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-two and in the seventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

2646—51-7-o

Compagnies autorisées à faire
des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Fenderson's Limited" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités prescrites par les lois actuellement en vigueur dans cette Province.

Le siège social de la corporation en la province de Québec est établi au Village Saindon (Sayabec).

Son agent principal en ladite Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, est M. Clarence F. Dufeu, du village Saindon, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce 23ième jour de décembre 1942.

2797 Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Furness, Withy and Company, Limited" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités prescrites par les lois actuellement en vigueur dans cette Province.

Le siège social de la corporation en la province de Québec est établi en la cité de Montréal.

Son agent principal en ladite Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, est M. James Wallace Nicoll de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce 23ième jour de décembre 1942.

2798 Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Companies authorized to do
Business

Notice is hereby given that the company "Fenderson's Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this Province.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at Village Saindon (Sayabec).

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. Clarence F. Dufeu, of Village Saindon, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1942.

2797-o JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the company "Furness, Withy and Company, Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this Province.

The principal office of the corporation in the Province of Quebec is established in the City of Montreal.

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. James Wallace Nicoll, of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1942.

2798-o JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la législature

Applications to Legislature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que L'Association des Garde-Malades Enregistrées de la Province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi amendant la loi organique de l'association, contenue au Statut 10, Georges V, chapitre 14 (tel qu'amendé) aux fins suivantes:—Rendre bilingue le nom de l'association; prolonger la durée des cours de préparation requis pour devenir membre de l'association; fixer les équivalences entre les cours des High Schools et des autres écoles; ainsi qu'entre les écoles affiliées aux hôpitaux généraux ou autres ou aux universités; déterminer les conditions d'admission de garde-malades du sexe masculin; fixer l'équivalence pour les garde-malades d'autres provinces ou pays; établir des conditions d'inscription pour garde-malades diplômés avant le 19 mars 1925, ainsi que le délai maximum de demande d'inscription pour toute personne qualifiée mais non enregistrée; régler les examens d'admission, les droits et notes exigibles et la composition des bureaux d'examineurs; augmenter le nombre des membres du comité de régie, fixer leur quorum, déterminer leurs droits, pouvoirs et devoirs, et leur permettre l'emploi d'officiers ou d'employés rémunérés; fixer le quorum des assemblées générales; délimiter les titres reconnus par la loi, en restreindre le port; pourvoir aux modalités des poursuites en recouvrement des pénalités prévues; adopter des dispositions convenables quant au Régistre des membres de l'association; prévoir l'établissement d'un cours d'étude pour aide-garde-malades; reporter au 31 décembre 1948 la mise en vigueur de certains amendements; adopter toutes autres dispositions estimées convenables.

Montréal, 5 janvier 1943.

Les procureurs de la requérante,
DEMERS, MONET, OUMET &
2788-2-4-0 LEFEBVRE.

"AVIS PUBLIC"

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Jos. Giroux, J. Sénéchal, Georges Samson et Roger Laroche, de Québec, Charles Auguste Dumont, de St-Henri de Lévis, J. H. A. Marcoux de St-Jean d'Iberville, J. W. Boisvert de Joliette, Jos. Robert de Beauharnois, J. Levasseur d'Amos, Théodore Bardier de Sorel, L. M. Gagné de St-Joseph d'Alma, James Lemay de Lac Mégantic, J. A. Foucher, Armand Fleury et J. W. Beaulac de Shawinigan Falls, Camille Lacroix et William Vennes de Grand'Mère, tous huissiers de la Cour Supérieure, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation les huissiers de la Province de Québec, sous le nom de: "La Corporation des Huissiers de la Province de Québec" et accordant à la dite corporation, outre les pouvoirs ordinaires des corporations civiles, les pouvoirs suivants: former un bureau provisoire de direction et lui indiquer ses attributions; déterminer quels seront les membres de la corporation et la procédure à suivre pour la première assemblée; nommer des officiers; déterminer l'époque des assemblées et des élections et la procédure à suivre; faire des règlements, les modifier

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Association of Registered Nurses of the Province of Quebec shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to secure the passing of a law amending the Association's organic Act contained in the Statute 10, George the Fifth, Chapter 14 (as amended), for the following purposes:—To give the Association a bilingual name; to prolong the duration of instruction courses required to become a member of the Association; to establish parities between High School courses and courses in other schools as well as between schools affiliated to general hospitals or others or with universities; to determine conditions of admission for male nurses; to establish parities for nurses of other provinces or countries; to provide conditions of inscription for nurses holding diplomas issued before the 19th of March 1925 as well as a maximum of application for registration for any person otherwise qualified but unregistered; to regulate examinations, amount of statutory fees and passing notes; and the composition of examination boards; to increase the number of members of the Committee of Management, fix their quorum and determine their rights, powers and duties, and allow their employing paid officers or employees; to fix the quorum of general meetings; to define the titles recognized by the law and to restrict the use of same; to provide forms of legal actions for the recovery of penalties provided for; to adopt adequate provisions concerning the Register of members of the Association; to foresee the establishment of courses for assistant-nurses; to defer until the 31st of December 1948 the putting into force of a number of said amendments; to adopt all other dispositions which may be deemed advisable;

Montreal, January 5, 1943.

DEMERS, MONET, OUMET &
LEFEBVRE,
2788-2-4-0 Attorneys for Petitioner.

"PUBLIC NOTICE"

Public notice is hereby given that Messrs. Jos. Giroux, J. Sénéchal, Georges Samson and Roger Laroche of the city of Quebec, Charles Auguste Dumont of St-Henri de Lévis, J. H. A. Marcoux of St-Jean d'Iberville, J. W. Boisvert of Joliette, Jos. Robert of Beauharnois, J. Levasseur of Amos, Théodore Bardier of Sorel, L. M. Gagné of St-Joseph d'Alma, James Lemay of Lac Mégantic, J. A. Foucher, Armand Fleury and J. W. Beaulac of Shawinigan Falls, Camille Lacroix and William Vennes of Grand'Mère, all bailiffs of the Superior Court will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating as a corporation the bailiffs of the province of Quebec, under the name of "La Corporation des Huissiers de la Province de Québec" and giving to the said corporation, in addition to the ordinary powers of civil corporations, the following powers: constitute a provisory board of direction and indicate its attributions; determine who shall be the members of the corporation and the proceedings to be followed for the first meeting; nominate and elect officers; determine the time of meetings and elections and the procedure to be followed; pass by-laws, modify and

et les abroger; imposer des cotisations, suspendre, destituer et réinstaller les membres; contrôler les examens des aspirants à l'exercice de la profession; nommer des examinateurs; fixer la date, le mode et la matière des examens; émettre des certificats d'aptitude à la suite des examens; déterminer le mode d'adoption, d'approbation, de publication, de durée, d'abrogation, de contestation et des procédures en contestation des règlements; déterminer les fonctions du secrétaire-trésorier et de son assistant ainsi que leur rémunération, leur assermentation, cautionnement et les devoirs de leur charge; déterminer le mode de signification des actions contre la corporation, leur prescription, les avis de poursuite, le recouvrement des créances de la corporation; fixer la fin de l'année fiscale; déterminer la publication et l'affichage du tableau des huissiers de leurs destitutions, suspensions et réinstallations, la procédure des appels contre les destitutions et ses délais, les conditions de ré-installation, la signature des documents; cautionner pour ses membres, pourvoir à payer un dépôt au trésorier provincial et à l'emploi de ce dépôt, se garantir par une police d'assurance ou de garantie; l'autoriser à s'adjoindre d'autres corporations d'huissiers; laisser à la Cour Supérieure le pouvoir de surveillance, de contrôle et de destitution en certains cas.

Trois-Rivières, 7 janvier 1943.

Les procureurs des Requérants,
2799-2-4-o PINSONNAULT & CRÊTE.

abrogate them; assess contributions, suspend, remove, and reinstall members; supervise the examinations of candidates to the practice of the profession; nominate examiners; determine the date, the mode and the matters of examinations; emit certificates of aptitude following the examinations; determine the mode of adoption, approbation, publication, duration, abrogation, contestation and the proceedings in contestation of the by-laws; fix the functions of the secretary-treasurer and his assistant and their remuneration, swearing in, guarantee and their duties; fix the mode of service of proceedings against the corporation, their prescription, the notices of proceedings, the recovery of the corporation's claims; fix the end of the fiscal year; determine the publication and posting-up of the bailiffs' roster, their removal, suspension and reinstallation, the procedure in appeal against removal and its delays, conditions of reinstallation, the signing of documents; give security for its members, pay a deposit to the provincial Treasurer and provide for its use, guarantee itself by an insurance or guaranty policy; authorize it to join in with other bailiffs' corporations; leave to the Superior Court the power of supervision and removal in certain cases.

Trois-Rivières, January 7, 1943.

PINSONNAULT & CRÊTE,
2799-2-4-o Attorneys for the Petitionners.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Beauce

N° 17,729 } LOUIS MORIN *et al*, demandeurs; vs LES HÉRITIERS DE FEU DAME JANET-CATHERINE McNAUGHTON, défendeurs.

1. Un lot de terre formant partie du lot numéro mille cinq cent soixante-huit (1568) au plan officiel du cadastre de la paroisse de Saint-François, dans le comté de Beauce, mesurant deux (2) arpents en largeur, plus ou moins, par la profondeur, borné à partir de la rive nord-est de la rivière du Moulin, allant vers le sud-ouest jusqu'à la propriété de Joseph Mathieu ou représentants (ptie du lot N° 1569) borné d'un côté par la propriété de Napoléon Bernard ou représentants (ptie du lot N° 1570) et de l'autre côté par la propriété de Alexandre Bernard ou représentants (ptie du lot N° 1567).

2. Un lot de terre formant partie du lot numéro mille cinq cent soixante-huit (1568) audit plan officiel du cadastre de la paroisse de Saint-François, mesurant cent (100) pieds en largeur par la profondeur dudit lot, borné à un bout en partie par le terrain ci-dessus décrit dans le paragraphe précédent, et sur les autres côtés par la propriété de Napoléon Bernard ou représentants (pties des lots Nos 1570 et 1573) telle que décrite dans un acte de vente par ledit Napoléon Bernard enregistré dans ledit bureau d'enregistrement sous le N° 68715.

3. Un lot de terre formant partie du lot numéro mille cinq cent soixante-neuf (1569) au plan offi-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Beauce

No. 17,729 } LOUIS MORIN *et al*, plaintiffs; vs THE HEIRS OF THE LATE DAME JANET-CATHERINE McNAUGHTON, defendants.

"1. A lot of land forming part of lot number one thousand five hundred and sixty-eight (1568) on the official cadastral plan for the parish of Saint-François, in the county of Beauce, measuring two (2) arpents in width more or less, by the depth to be bound starting from the North-East bank of the River du Moulin, running toward the South-West as far as the property of Joseph Mathieu or representatives (pt. lot No. 1569) bounded on one side by property of Napoléon Bernard or representatives (pt. lot No. 1570) and on the other side by property of Alexandre Bernard or representatives (pt. lot No. 1567).

2. A lot of land forming part of lot number one thousand five hundred and sixty-eight (1568) on the said official cadastral plan for the Parish of Saint-François, measuring one hundred (100) feet in width by the depth of the said lot, bounded at one end partly by the land above described in the preceding paragraph hereof, and on the other sides by the property of Napoléon Bernard or representatives (pts. lots Nos. 1570 & 1573) as described in a deed of sale by the said Napoléon Bernard, registered in the said Registry Office under the No. 68715.

3. A lot of land forming part of lot number one thousand five hundred and sixty-nine (1569) on

ciel du cadastre pour ladite paroisse de St-François, mesurant cent (100) pieds en largeur par toute la profondeur du lot entre la propriété de Alexandre Bernard ou représentants (ptie du lot N° 1570) aussi avec ensemble une certaine lisière de terre mesurant dix (10) pieds de largeur formant partie dudit lot numéro mille cinq cent soixante-neuf (1569) audit plan officiel du cadastre, borné d'un côté par le terrain dudit Alexandre Bernard ou représentants (ptie du lot N° 1567) et des autres côtés par d'autres parties dudit lot numéro mille cinq cent soixante-neuf (1569) appartenant à Joseph Mathieu ou représentants, comme le tout est stipulé dans un acte de vente par ledit Joseph Mathieu, enregistré dans ledit bureau d'enregistrement sous le N° 68920.

4. Un lot de terre formant partie du lot numéro mille cinq cent soixante-sept (1657) au plan officiel du cadastre pour ladite paroisse de Saint-François, mesurant environ cinq arpents et deux dixièmes (5 & 2-10) en superficie, borné d'un côté par la propriété de Joseph Mathieu ou représentants (ptie du lot N° 1569) et en partie par les représentants de Léa Roy (ptie du lot N° 1570) et sur les autres côtés par la propriété d'Alexandre Bernard ou représentants (ptie du lot N° 1567).

5. Un lot de terre formant partie dudit lot numéro mille cinq cent soixante-sept (1567) au plan officiel du cadastre pour la paroisse de Saint-François, comprenant environ quinze (15) arpents en superficie, borné d'un côté par la ligne de concession de St-Joseph, et des autres côtés par d'autres parties dudit lot numéro mille cinq cent soixante-sept (1567) appartenant à Alexandre Bernard ou représentants, sujet aux conditions mentionnées dans un acte par ledit Alexandre Bernard, enregistré dans ledit bureau d'enregistrement sous le N° 68716.

Pour être vendus à la porte de l'église de la Paroisse de St-François, Beauce, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
St-Joseph-de-Beauce, le 29 décembre 1942. J.-P. GIGUÈRE.

2783-2-2

[Première publication, le 9 janvier 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JEAN FILION, Deman-
N° 212331 } deur; vs PAUL LA-
FITTE, Défendeur.

Le lot numéro 161-437 de la Côte de la Visitation ledit lot borné en front au nord-ouest par une rue portant le numéro 161-561, en arrière au sud-est par une ruelle portant le numéro 161-433, sur un côté au nord-est par le lot numéro 161-436, sur l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro 161-438, ledit lot mesurant vingt-trois pieds en largeur par quatre-vingt-dix pieds en profondeur et contenant deux mille soixante-dix pieds en superficie, le tout mesure anglaise avec bâtisses et dépendances dessus érigées, portant les numéros civiques, 1970 et 1972, de la rue Masson, en les cité et district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 15 décembre 1942. L.-P. CAISSE.
2647-51-2-0
[Première publication, 19 décembre 1942]

the Official cadastral plan for the said parish of St-François, measuring one hundred (100) feet in width by the whole depth of the lot between the property of Alexandre Bernard or representatives (pt. lot No. 1570) together also with a certain strip of land measuring ten (10) feet in width forming part of the said lot number one thousand five hundred and sixty-nine (1569) on the said official cadastral plan bounded on one side by the land of the said Alexandre Bernard or representatives (pt. lot No. 1567) and on the other sides by other parts of the said lot number one thousand five hundred and sixty-nine (1569) belonging to Joseph Mathieu or representatives, as the whole is stipulated in a deed of sale by the said Joseph Mathieu, registered in the said Registry Office under the No. 68920.

4. A lot of land forming part of lot number one thousand five hundred and sixty-seven (1567) on the official cadastral plan for the said parish of Saint-François, measuring about five and two tenths (5 & 2-10) arpents in superficies, bounded on one side by the property of Joseph Mathieu or representatives (pt. lot No. 1569) and partly by the representatives of Lea Roy (pt. lot No. 1570) and on the other sides by property of Alexandre Bernard or representatives (pt. lot No. 1567).

5. A lot of land forming part of the said lot number one thousand five hundred and sixty-seven (1567) on the official cadastral plan for the parish of Saint-François, containing about fifteen (15) arpents in superficies, bounded on one side by the concession line of Saint-Joseph, and on the other sides by other parts of the said lot number one thousand five hundred and sixty-seven (1567) belonging to Alexandre Bernard or representatives, subject to the conditions mentioned in a deed by the said Alexandre Bernard, registered in the said Registry Office under the No. 68716.

To be sold at the church door of the Parish of St-François, Beauce, on the NINTH day of FEBRUARY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. P. GIGUÈRE,
Saint-Joseph-de-Beauce, the 29th December 1942. Sheriff.

2783-2-2-0

[First publication, 9th January, 1943.]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JEAN FILION, Plaintiff;
No. 212331 } vs PAUL LAFITTE,
Defendant.

Lot number 161-437 of Côte de la Visitation, said lot being bounded in front on the northwest by a street bearing number 161-561, in rear on the southeast by a lane bearing number 161-433, on one side on the northeast by lot number 161-436, on the other side on the southwest by lot No. 161-438, said lot measuring twenty-three feet in width by ninety feet in depth and containing two thousand and seventy feet in area, the whole English measure—with buildings and dependencies thereon erected, bearing civic numbers 1970 and 1972 of Masson street, in the city and district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, December 15th, 1942. Sheriff.
2647-51-2
[First publication, December 19th, 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure—District de Montréal
 Montréal, à savoir: } DAME EVELYN MAS-
 208536 } TINE, épouse sépa-
 rée de biens de Francis Gordon Geary, deman-
 deresse; vs FRANCIS GORDON GEARY,
 défendeur, et LAWRENCE MARKS, procureur
 distrayant.

Comme appartenant au défendeur.
 Ce certain emplacement situé à Beaurepaire,
 dans la paroisse de Pointe-Claire, ayant front
 sur l'avenue Woodland, étant la subdivision
 N° 73 du lot N° 7 (N° 7-73) aux plan et livre de
 renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire,
 comprenant 100 pieds en largeur par 240 pieds en
 profondeur, mesure anglaise et plus ou moins,
 avec la bâtisse dessus érigée et avec le droit de
 passage allant et venant du fleuve St-Laurent
 sur les 75 pieds l'est de la subdivision N° 1 dudit
 lot N° 7, en commun avec d'autres y ayant droit,
 comme ladite propriété se trouve présentement,
 avec ses droits, membres et appartenances,
 sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le VINGT ET UN JANVIER pro-
 chain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$180 sera exigé de tout offrant et
 enchérisseur, suivant jugement de l'honorable
 Juge Surveyer en date du 15 décembre 1942.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Montréal, le 16 décembre 1942. L.-P. CAISSE.
 [Première publication, le 19 décembre 1942] 2659-51-2

Fieri Facias de Terris
 Cour Supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir: } HECTOR RAVARY et
 214854 } al, demandeurs; vs OC-
 TAVIE LÉPINE, veuve de Louis Groulx, défen-
 deresse.

"Un emplacement ayant front sur la rue De
 Monts, en la cité de Montréal, et connu et désigné
 comme étant les lots quarante et un, et quarante-
 deux du lot originaire trois mille six cent huit
 (3608-41 et 42) aux plan et livre de renvoi officiels
 de la paroisse de Montréal, avec bâtisses dessus
 érigées, avec droit de passage en commun dans
 la ruelle située en arrière dudit immeuble."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le ONZE FÉVRIER prochain à DIX
 heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
 Montréal, 5 janvier 1943. L.-P. CAISSE.
 [Première publication, 9 janvier 1943] 2790-2-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias
 Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
 N° 3211/39 } contre MARIE-LOUISE
 TACHÉ, épouse séparée de biens de Théodore
 Paquet, ledit THÉODORE PAQUET, mis-en-
 cause, pour autoriser sadite épouse, MARGUE-
 RITE TACHÉ, épouse séparée de biens de Mau-
 rice Hébert, et ledit MAURICE HÉBERT, mis-
 en-cause, pour autoriser sadite épouse, et CLA-
 RA TACHÉ, épouse séparée de biens de Michel
 Fragasso, et ledit MICHEL FRAGASSO, mis-
 en-cause, pour autoriser sa dite épouse, tous
 co-propriétaires, de notre Cité de Québec, dans
 notre District de Québec, à savoir:

Le lot N° 2117 (deux mille cent dix-sept) du
 cadastre officiel pour le quartier St-Pierre, main-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court—District of Montreal
 Montreal, to wit: } DAME EVELYN MAS-
 208536 } TINE, wife separate
 as to property of Francis Gordon Geary, plaintiff;
 vs FRANCIS GORDON GEARY, defendant,
 and LAWRENCE MARKS, distrayant-attorney.

As belonging to the defendant.
 That certain emplacement situate at Beau-
 repaire, in the Parish of Pointe-Claire, fronting
 on Woodland Ave. being subdivision No. 73 of
 lot No. 7 (No. 7-73) on the official plan and book
 of reference of the Parish of Pointe-Claire,
 containing 100 feet in width by 240 feet in depth,
 English measure and more or less, with the
 building thereon erected and with the right
 of passage to and from the River St. Lawrence on
 the easterly 75 feet of subdivision No. 1 of the
 said lot No. 7 in common with others having
 rights therein, as the said property now subsists
 with all its rights, members and appurtenances,
 without exception or reserve of any kind.

To be sold, at my office, in the City of Mont-
 real, on the TWENTY-FIRST day of
 JANUARY next at ELEVEN o'clock in the
 forenoon.

A deposit of \$180.00 shall be exacted from
 each and every bidder, pursuant to a judgment
 of the Honourable Justice Surveyer, dated
 December 15th 1942.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, December 16th, 1942. 2659-51-2-o
 [First publication, December 19th, 1942] Sheriff.

Fieri Facias de Terris
 Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit: } HECTOR RAVARY et
 214854 } al, plaintiffs; vs OC-
 TAVIE LÉPINE, widow of Louis Groulx, defen-
 der.

An emplacement fronting on De Monts street,
 in the city of Montreal, and known and desig-
 nated as being lots forty-one and forty-two of
 original lot three thousand six hundred and eight
 (3608-41 and 42) on the official plan and in the
 book of reference of the Parish of Montreal —
 with the buildings thereon erected, and with right
 of way in common in the lane situate in rear of
 the said immovable.

To be sold, at my office, in the City of Mont-
 real, on the ELEVENTH of FEBRUARY next, at
 TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, January 5th, 1943. 2790-2-2
 [First publication, January 9th, 1943] Sheriff.

QUÉBEC

Fieri Facias
 Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
 No. 3211/39 } against MARIE-LOUISE
 TACHÉ, wife separate as to property of Théodore
 Paquet, the said THÉODORE PAQUET, mis-
 en-cause, to authorize his said wife, MARGUE-
 RITE TACHÉ, wife separate as to property of
 Maurice Hébert, and the said MAURICE HÉ-
 BERT, mis-en-cause, to authorize his said wife,
 and CLARA TACHÉ, wife separate as to property
 of Michel Fragasso, and the said MICHEL
 FRAGASSO, mis-en-cause, to authorize his said
 wife, all co-proprietors, of Our City of Quebec,
 in Our District of Quebec, to wit:

Lot No. 2117 (two thousand one hundred and
 seventeen) of the official cadastre for St. Pierre

tenant quartier Champlain, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues St-Pierre et St-Antoine, borné vers le nord-ouest par le lot N° 2116, vers le sud-est par la rue St-Antoine, vers le nord-est par un passage qui conduit de la rue St-Antoine au lot N° 2116, et vers le sud-ouest par la rue St-Pierre, mesurant 70 pieds et 9 pouces sur la ligne qui le divise du lot N° 2116, 70 pieds et 9 pouces sur la rue St-Antoine, 30 pieds sur le passage précité, et 29 pieds sur la rue St-Pierre, contenant en superficie 1969 pieds, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 23 décembre 1942. L. LAPIERRE.
[Première publication, 26 décembre 1942] 2691-52-2-0
[Deuxième publication, 9 janvier 1943]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis & de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski, { HONORÉ THI-
N° 7315 BAULT, culti-
vateur, Ste-Flavie; vs PAUL THIBAUT & AL.

1. Partie du lot N° Deux cent vingt-deux au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie, de 100 pieds de front sur le chemin Matapédia sur 130 de profondeur, mesure anglaise, borné au nord par Chas. Eug. Roy, au nord est à Raoul Asselin, au sud à une rue projeté le séparant de Mme. Ovide Deschesnes, au sud-ouest au chemin Matapédia, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec compresseur à air, etc.

2. Partie du lot N° Deux cent vingt-deux au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie, de 50 pieds de front du nord-est au sud-ouest, sur 80 du nord-ouest au sud-est, mesure anglaise, borné au nord-est à Raoul Asselin, au sud-est à Thuribe Rioux, au sud-ouest à Mme. Vve Ovide Deschesnes et au nord-ouest au terrain de Raoul Asselin (à une rue projetée de 22 pieds anglais.)

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Mont-Joli le NEUF FÉVRIER prochain 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, le 29 décembre, 1942. CHS. D'ANJOU.
[Première publication, 9 janvier 1943] 2782-2-2-0

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.

Canada, { MAPLE LEAF MILL-
Province de Québec, { ING COMPANY,
District de Montréal. } LIMITED, corporation
N° 211,006 } légalement constituée,
ayant une place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, Demanderesse; vs CHARLES-ÉDOUARD GARCEAU, commerçant, domicilié et résidant à Saint-Etienne des Grès, comté de Saint-Maurice, Défendeur.

Un terrain ayant front sur le chemin public du deuxième rang de la paroisse de St-Etienne des Grès, de trente-neuf pieds de largeur sur une profondeur de cinquante-deux pieds à partir du chemin public pour, de là, n'avoir que trente-six pieds de largeur et se continuer ainsi sur la profon-

ward, now Champlain ward, of the city of Québec, being an emplacement situate at the corner of St. Pierre and St. Antoine streets, bounded on the Northwest by lot No. 2116, on the Southeast by St. Antoine street, towards the Northeast by a passage leading from St. Antoine street to lot No. 2116, and on the Southwest by St. Pierre street, measuring 70 feet and 9 inches on the line dividing it from lot No. 2116, 70 feet and 9 inches on St. Antoine street, 30 feet on the aforesaid passage and 29 feet on St. Pierre street, containing an area of 1969 feet, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Québec, on the TWENTY-NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Québec, December 23rd, 1942. Sheriff.
[First publication, December 26th, 1942] 2691-52-2
[Second publication, January 9th, 1943]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis & de Terris
Superior Court

District of Rimouski, { HONORÉ THI-
No. 7315 BAULT, farmer, Ste-Flavie; vs PAUL THIBAUT & AL.

1. Part of lot number two hundred and twenty-two on the official cadastre for the Parish of Ste-Flavie, measuring 100 feet in front on the Matapédia Road, by 130 in depth, English measure, bounded on the North by Chas. Eug. Roy, on the Northeast by Raoul Asselin, on the South by a proposed street separating it from Mme. Ovide Deschesnes, on the Southwest by the Matapédia Road,—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with air compressors etc.

2. Part of lot number two hundred and twenty-two on the official cadastre for the Parish of Ste-Flavie, measuring 50 feet in front from Northeast to Southwest, by 80 from Northwest to Southeast, English measure, bounded on the Northeast by Raoul Asselin, on the Southeast by Thuribe Rioux, on the Southwest by Mme. Widow Ovide Deschesnes and on the Northwest, by the land of Raoul Asselin (at a proposed street of 22 feet, English measure.)

To be sold at the church door of the Village of Mont-Joli, on the NINTH of FEBRUARY next, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, December 29th, 1942. Sheriff.
[First publication, January 9th, 1943] 2782-2-2

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.

Canada, { MAPLE LEAF MILL-
Province of Québec, { ING COMPANY,
District of Montreal. } LIMITED, a body poli-
No. 211,006 } tic and corporate, having
a place of business in the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiff; vs CHARLES ÉDOUARD GARCEAU, merchant, domiciled and residing at Saint-Etienne des Grès, county of Saint-Maurice, defendant.

A lot of land fronting on the public road of the second range of the Parish of St-Etienne des Grès, measuring thirty-nine feet in width by a depth of fifty-two feet, starting from the public road, thence having but thirty-six feet in width and continuing thus on the depth of lot number

deur du lot numéro deux cent sept (P.207) du cadastre d'enregistrement du comté de St-Maurice pour ladite paroisse de St-Etienne des Grès, dont fait partie le terrain présentement vendu et actuellement borné comme suit : en front par ledit chemin public, en profondeur à partir du terrain de M. Georges Plourde ou représentants; d'un côté au terrain de M. Damasse Lemire représentant un nommé Ayotte ou représentants; et de l'autre côté au surplus de terrain appartenant à Joseph Hould ou représentants; avec la maison privée et la boulangerie y érigées comme aussi avec les accessoires ainsi que le roulant actuellement en usage pour l'exploitation de cette boulangerie à l'exception d'un truck et d'un cheval et attelage; moins, cependant, et sous la réserve, en faveur de M. Joseph Hould ou représentants, savoir :

1. De cette partie de la grange se trouvant à la profondeur et au coin du terrain susvendu ainsi que du terrain sur lequel repose cette dite partie de grange, avec droit de passage pour les fins d'entretien et de réparation de cette bâtisse, autour d'icelle, et droit d'égoût en tout temps de l'année pour les eaux et neiges provenant de la couverture;

2. De la moitié sud-ouest de cette bâtisse servant actuellement de hangar, se trouvant sur et à la profondeur du terrain susdécrit, avec droit de passage en aucun temps pour y communiquer comme pour fins d'entretien et de réparation de telle bâtisse;

3. Du droit de passage dans le passage actuellement établi en faveur dudit Joseph Hould et de ses héritiers ou représentants légaux, tant à pieds qu'en voiture à perpétuité, sur une lisière de terrain de neuf pieds de largeur à prendre sur et au coin nord-ouest du terrain susdécrit, depuis ledit chemin public et sur une profondeur suffisante pour lui permettre de communiquer commodément au surplus du terrain restant audit Joseph Hould.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne des Grès, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER, 1943, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 16 décembre 1942. 2651-51-2-o
[Première publication, le 19 décembre 1942]

Fieri Facias de Terris.

Cour de Magistrat.

Canada, } JOSEPH GAU-
Province de Québec, } VIN, marchand,
District des Trois-Rivières, } de la cité du Cap
N° 15960 } de la Madeleine, district des Trois-Rivières, y faisant affaires seul comme tel sous la raison sociale de "Jos. Gauvin & Fils", demandeur; vs EDMOND TARDIF, des cité et district des Trois-Rivières, défendeur.

Un lot de terre situé du côté sud-ouest de la rue Plouffe, en la cité des Trois-Rivières, étant le lot de subdivision numéro trois cent soixante et huit de la subdivision officielle du lot numéro vingt-six (26-368) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le NEUF FÉVRIER prochain, 1943, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 5 janvier 1943. 2791-2-2-o
[Première publication, le 9 janvier 1943]

two hundred and seven (Pt. 207) of the official cadastre of the county of St. Maurice for the said parish of St-Etienne des Grès, to which the said part of land presently sold belongs and is actually bounded as follows: in front by the said public road, in depth from the land of Mr. Georges Plourde or representatives, on one side by the land of Mr. Damasse Lemire representing a party named Ayotte or representatives; and on the other side by the surplus of land belonging to Joseph Hould or representatives — with the private house and the bakery thereon erected and also with the accessories and rolling stock actually in use for the operation of the said bakery, with the exception of a truck and one horse and harness; less, however, and under reserve, in favour of Mr. Joseph Hould or representatives, namely:

1. Of that part of the barn which is situate at the depth and at the east corner of the lot of land above sold and also of the lot of land upon which the said part of the barn is built, with right of way for purposes of maintenance and repairing of the said building, around the same, and sewerage right at all times of the year for the water and snow off the roof;

2. Of the south-west half of the said building actually used as a shed, situate on and at the depth of the above described lot of land, with right of way at any time to communicate therewith for purposes of maintenance and repairing of the said building;

3. Of right of way in a passage actually established in favour of the said Joseph Hould and his heirs or legal representatives, both on foot and with vehicle in perpetuity, on a strip of land nine feet wide to be taken on and at the north-west corner of the above described lot of land, from the said public road and on a depth sufficient to permit him to communicate conveniently with the surplus of the land remaining to the said Joseph Hould.

To be sold, at the church door of the parish of St-Etienne des Grès, TUESDAY, the NINETEENTH day of JANUARY, 1943, at ONE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, December 16th, 1942. 2651-51-2
[First publication, December 19th, 1942]

Fieri Facias de Terris.

Magistrate's Court.

Canada, } JOSEPH GAU-
Province of Quebec, } VIN, merchant,
District of Trois-Rivières, } of the city of Cap
No. 15960 } de la Madeleine, district, of Trois-Rivières, there carrying on business alone under the firm name and style of "Jos. Gauvin & Fils", plaintiff; vs EDMOND TARDIF, of the City and district of Trois-Rivières, defendant.

A lot of land situate on the South-West side of Plouffe street, in the city of Trois-Rivières, being subdivision lot number three hundred and sixty-eight of the official subdivision of lot number twenty-six (26-368) on the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with the buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the NINTH of FEBRUARY next, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, January 5th, 1943. 2791-2-2
[First publication, January 9th, 1943]

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance numéro 39-1942, de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, relative aux salariés employés à l'exploitation forestière, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3494 du 17 décembre 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 39, 1942

Exploitations forestières

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941 chapitre 164), ordonne et décrète que le salaire minimum auquel ont droit les salariés visés par la présente ordonnance pour travail fait dans la province de Québec, et les autres conditions de travail à observer sont ceux que cette ordonnance fixe et détermine.

Dispositions préliminaires

1 *Application*: Cette ordonnance s'applique aux salariés employés à l'exploitation forestière, soit

aux travaux requis dans le bois ou en forêt, pour la coupe des arbres, le façonnage et transport du bois, ou pour l'entretien, amélioration ou reboisement de la forêt;

et aussi pour le transport du bois en billes, par flottage (drave) ou autrement, du terrain de coupe au lieu de livraison.

Elle ne s'applique pas:

a) aux ouvriers employés à la manipulation du bois dans les réservoirs qui servent à l'alimentation d'une usine ou au chargement sur voitures de chemin de fer ou autres, lorsque ces réservoirs ne sont pas éloignés de plus de deux milles de l'usine ou du point de chargement;

b) aux ouvriers qui travaillent dans une colonie forestière ou une réserve cantonale, ou pour un cultivateur ou colon sur une terre à bois qui fait partie d'une exploitation agricole.

PREMIERE PARTIE

SALAIRES MINIMA

2 *Catégories de salariés*: Les employés de l'industrie forestière sont classés en cinq catégories, savoir:

Catégorie I:—Les cuisiniers, charretiers, hommes de métier et autres dont le travail est requis quelles que soient les opérations dont le bois est l'objet et sa destination (pulpe, chauffage, sciage ou flottage);

Catégorie II:—Les salariés occupés à l'exploitation du bois à pulpe destiné à la fabrication du papier et des pâtes cellululosiques;

Catégorie III:—Les salariés employés à l'exploitation du bois de chauffage pour fins commerciales et du bois à charbon;

Catégorie IV:—Les salariés employés à l'exploitation du bois de sciage ou du bois destiné à des fins qui ne sont pas visées dans une autre catégorie, et dont le travail se fait en forêt;

Catégorie V:—Les salariés occupés aux opérations du flottage (drave).

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance number 39, 1942, of the Minimum Wage Commission, concerning employees in forest operations, has been approved by Order in Council number 3494, of December 17, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 39, 1942

Forest Operations

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, Chapter 164), orders and decrees that the minimum wage to which the employees governed by the present Ordinance are entitled for work done in the Province of Quebec and the conditions of work to be observed, are those fixed and determined by the present Ordinance.

Preliminary Provisions

1 *Application*:—The present Ordinance shall apply to all employees employed in forest operations: *viz*:

work required in the woods or forests to fell trees, to make and transport the timber and wood and for the upkeep or improvement of the forest, and reforestation;

also for the transporting of logs, by driving or otherwise, from the cutting area to delivery point,

It shall not apply:

a) to employees engaged in handling wood in mill storage ponds supplying a mill or serving as a loading place for the wood on to railroad cars or other transport vehicles, provided that these ponds are not situated more than two miles from the mill or loading place;

b) to employees working in a forest colony or a township forest reserve or for a farmer or a colon on a wood lot forming part of an agricultural exploitation.

PART ONE

MINIMUM WAGES

2 *Categories of employees*:—Employees of the forest industry are classed in five categories, as follows:

Category I:—Cooks, teamsters, tradesmen and others whose work is needed for any forest operation regardless of the use to which the wood may be put, or its destination (pulpwood, firewood, sawlogs or driving);

Category II:—Employees engaged in the exploitation of wood destined for the manufacture of paper and pulp;

Category III:—Employees engaged in the exploitation of firewood for commercial purposes and for charcoal;

Category IV:—Employees engaged in the exploitation of sawlogs or other wood destined for other purposes not covered by another category, when the work is done in the forest;

Category V:—Employees employed on driving operations.

CATÉGORIE I

Cuisiniers, charretiers, hommes de métier, etc.

3 Taux de salaire:—En plus des taux fixés pour 26 jours de travail ou par mois de calendrier, le salarié doit recevoir pension et logement.

	Pour le travail	Pour le travail d'un mois
a) cuisinier dans un chantier de 50 personnes et plus		\$80
b) cuisinier dans un chantier de 25 à 49 personnes		\$70
c) cuisinier dans un chantier 10 à 24 personnes		\$60
d) cuisinier dans un chantier de 9 personnes et moins		\$52
e) valet de cuisine, aussi appelé marmiton ou "cookee", et le valet de camps, aussi appelé gardien de camp ou "chore-boy"		\$35
f) gardien d'écurie		\$55
g) charretier "avec son cheval, le ferrage et la nourriture du cheval étant aux frais de l'employeur"	\$55	
"avec ses deux chevaux, le ferrage et la nourriture des chevaux étant à la charge de l'employeur"	\$67	
Le travail du charretier comprend le soin nécessaire des chevaux et attelages qui lui sont confiés, sans rémunération pour le temps supplémentaire.	\$80	
h) les menuisiers, forgerons, affûteurs de scies, dynamiteurs, mécaniciens, conducteurs de camions et de tracteurs, et les préposés aux bouilloires et moteurs		\$60

CATÉGORIE II

Exploitation du bois à pulpe

4. Classes:—Cette catégorie comprend les ouvriers qui travaillent à salaire déterminé pour une certaine période, et les ouvriers qui travaillent à prix forfait ou à la tâche, à l'exploitation du bois propre à la fabrication du papier ou des pâtes cellulosiques.

5. Ouvriers à salaire déterminé:—Pour 26 jours de travail avec pension et logement

a) ouvriers employés à l'abattage, façonnage, manutention et transport du bois	\$52
b) ceux employés aux travaux de chemins, construction de camps ou améliorations de toutes sortes	\$48
c) tous les autres à l'exclusion des salariés de la catégorie I (cuisiniers, etc., article 3)	\$52

6. Ouvriers à forfait:—Coupe et façonnage du bois, construction des petits chemins de hâlage au grand chemin et empilement du bois.

a) Taux pour tout tel bois, sauf le tremble et peuplier:

Billes de 4' à 6' de longueur, \$2 la corde ou par 85 pieds cubes solides.

CATEGORY I

Cooks, teamsters, tradesmen, etc.

3. Wage Rates:—In addition to the rates fixed for 26 days work or per calendar month, the worker must receive board and lodging.

	For 26 days work	Per calendar month's work
a) Cook, in camps of 50 men or more		\$80.00
b) Cook, in camps of 25 to 49 men		\$70.00
c) Cook, in camps of 10 to 24 men		\$60.00
d) Cook, in camps of 9 men and less		\$52.00
e) Kitchen help, also called "marmiton" or "cookee", and camp help also called camp guardian or "choreboy"		\$ 35.00
f) Stablemen		\$55.00
g) Teamsters Teamsters with own horse, shoeing and horse feed at employer's expense	\$55.00	\$67.00
Teamsters with own team (2 horses) shoeing and horse feed at employer's expense		\$80.00
The teamster's work includes the necessary care of his horses and of harness entrusted to him, without pay for overtime.		
h) Carpenters, blacksmiths, sawfilers, shotfirers, mechanics, truck and tractor drivers, engine and motor men		\$60.00

CATEGORY II

Pulpwood operations

4. Classes:—This category includes the workmen who are engaged at a fixed wage rate for a specified period, and those working on piece or job work in the exploitation of wood suitable for the manufacture of paper or pulp.

5. Workmen on fixed wage basis:—For 26 days work with board and lodging:

a) Workmen engaged in felling, making, handling or transporting of wood	\$52.00
b) workmen engaged in road-making, construction of camps, and improvement work of all kinds	48.00
c) all other workmen except those already covered by Category I (Cooks, etc., article 3)	52.00

6. Pieceworkers:—Felling and making of wood, construction of small hauling roads to the main road and piling of the wood.

a) Rates for all such woods, except Aspen and Poplar Logs of 4' to 6' in length, \$2.00 per cord or per 85 solid cubic feet.

	Par 100 pi. cubes solides	Par 1000 ou pieds mesure de planche		Per 100 solid cubic or feet	Per 1,000 F.B.M.
Billes de 6' à 10' de long	\$1.70	ou \$3.40	logs 6' to 10'in length	\$1.70	or \$3.40
Billes de 11' de long	1.60	ou 3.20	logs 11' in length	1.60	or 3.20
Billes de 12' de long	1.50	ou 3.	logs 12' in length	1.50	or 3.00
Billes de 13' de long	1.40	ou 2.80	logs 13' in length	1.40	or 2.80
Billes de 14' de long	1.30	ou 2.60	logs 14' in length	1.30	or 2.60
Billes de 15' de long	1.20	ou 2.40	logs 15' in length	1.20	or 2.40
Billes de 16' de long	1.10	ou 2.20	logs 16' in length	1.10	or 2.20

Lorsque l'écorçage est compris dans le façonnage du bois, on doit ajouter aux prix ci-dessus, \$1 par corde ou par 85 pieds cubes solides pour ce travail.

b) Pour le tremble et le peuplier :

Les mêmes taux diminués de 25%.

Si l'ouvrier ne fait pas l'empilement, la construction des petits chemins ou quelque autre opération mentionnée à cet article, ces taux peuvent être réduits pourvu que tel taux convenu soit stipulé au contrat d'engagement et que l'ouvrier reçoive un minimum de \$37.50 avec pension et logement pour 26 jours de travail.

CATÉGORIE III

Bois de chauffage

7. *Classes*:—Cette catégorie comprend les ouvriers employés à l'exploitation du bois de chauffage pour fins commerciales ou du bois à charbon travaillant soit à salaire déterminé, soit à forfait.

8. *Ouvriers à salaire déterminé*:—à l'exclusion des salariés de la catégorie I (cuisiniers, etc., article 3):

Pour 26 jours de travail avec pension et logement \$37.50

9. *Ouvriers à forfait*:—occupés à la coupe de ce bois y compris l'empilement sur le chantier:

Bois de 4 pieds de longueur \$2 la corde

Bois de 36 pouces de longueur \$1.50 par empilement de 4' x 8'

Bois de 24 pouces de longueur \$1.20 par empilement de 4 x 8'

Bois de 18 pouces de longueur .90 par empilement de 4' x 8'

CATÉGORIE IV

Bois de sciage etc.

10. *Classes*:—Cette catégorie comprend les salariés employés à l'exploitation de tout bois destiné à être transformé en bois de sciage ou à des fins qui ne sont pas visées dans une autre catégorie et dont le travail se fait en forêt ou dans le bois, soit à salaire déterminé, soit à forfait.

11. *Ouvriers à salaire fixe*: A l'exclusion des salariés de la catégorie I (cuisiniers etc., article 3): Pour 26 jours de travail avec pension et logement \$42.50

12. *Ouvriers à forfait*:—Occupés à la coupe et au façonnage du bois, y compris la construction des petits chemins de hâlage au grand chemin et le débroussaillage (swamping) nécessaire pour que les billes soient facilement enlevées par les chevaux.

	Par 100 pi. cubes solides	Par 1000 ou pieds mesure de planche
--	---------------------------------	--

	Par 100 pi. cubes solides	Par 1000 ou pieds mesure de planche		Per 100 solid cubic or feet	Per 1,000 F.B.M.
Billes de 6' 10' de longueur	\$1.70	ou \$3.40	Logs of 6' to 10' length	\$1.70	or \$3.40
Billes de 11' de longueur	1.60	ou 3.20	Logs 11' in length	1.60	or 3.20
Billes de 12' de longueur	1.50	ou 3.	Logs 12' in length	1.50	or 3.00
Billes de 13' de longueur	1.40	ou 2.80	Logs 13' in length	1.40	or 2.80
Billes de 14' de longueur	1.30	ou 2.60	Logs 14' in length	1.30	or 2.60
Billes de 15' de longueur	1.20	ou 2.40	Logs 15' in length	1.20	or 2.40
Billes de 16' de longueur	1.10	ou 2.20	Logs 16' in length	1.10	or 2.20

Per 100
solid cubic or
feet

Per
1,000
F.B.M.

When peeling is included in the making of the wood, \$1.00 per cord or per 85 solid cubic feet, must be added to the above mentioned rates for this work.

b) For Aspen and Poplar: same rates less 25%

If the workman does not do the work of piling, constructing small hauling roads, or other operation mentioned in this article, these rates may be reduced provided that the agreed rate is stipulated in the engagement contract, and that the workman receives a minimum of \$37.50 with board and lodging for 26 days of work.

CATEGORY III

Firewood

7. *Classes*:—This category includes the workmen engaged in the exploitation of firewood for commercial purposes or kilnwood (for charcoal) and paid either at a fixed rate or on a job or a piecework basis.

8. *Workmen on fixed wage basis*:—(Excepting employees of Category I (Cooks, etc. Article 3):

For 26 days work with board and lodging \$37.50

9. *Pieceworkers*:—Engaged in cutting this wood and piling it within the cutting area:

Wood 4 feet in length \$2.00 per cord

Wood 36 inches in length 1.50 per pile of 4' x 8'

Wood 24 inches in length 1.20 per pile of 4' x 8'

Wood 18 inches in length .90 per pile of 4' x 8'

CATEGORY IV

Sawlogs, etc.

10. *Classes*:—This category includes the workmen engaged in the exploitation of all woods destined to be converted into sawn lumber or to serve other uses not covered by another category when the work is done in the forest or in the woods, whether at fixed wages, or on a piecework basis:

11. *Workmen on fixed wage basis*:—(Excepting employees of Category I (Cooks, etc. Article 3). For 26 days work with board and lodging \$42.50

12. *Pieceworkers*:—Engaged in the cutting and making of wood, including the construction of small hauling roads to the main road and the swamping necessary so that the logs may easily be taken out by horses:

Bois mesuré à la corde, \$2 la corde.

Lorsque l'écorçage est compris dans le façonnage du bois, on doit ajouter \$1 par corde ou par 85 pieds cubes solides.

Si l'ouvrier ne fait pas la construction des petits chemins ou quelque autre opération mentionnée à cet article, ces taux peuvent être réduits pourvu que tel taux convenu soit stipulé au contrat d'engagement et que l'ouvrier reçoive un minimum de \$37.50 avec pension et logement pour 26 jours de travail.

CATÉGORIE V

Flottage du bois (Drave)

13. *Classes*:—Cette catégorie comprend les salariés occupés aux opérations de flottage proprement dit, appelés flotteurs ou draveurs et aussi ceux qu'on emploie aux travaux préparatoires ou accessoires au flottage.

14. *Taux*:—En plus des taux fixés, l'ouvrier doit recevoir pension et logement:

- a) *Draveurs*:—Par jour \$3
Leur temps de travail se compte depuis le départ du camp jusqu'au retour et ce taux s'applique depuis la première manipulation ou déplacement des billes en vue du flottage jusqu'à ce qu'elles soient rendues au réservoir d'usine ou de chargement.
- b) *Tricurs*:—Ceux qui sont occupés à faire sur les trottoirs flottants, le triage et l'assortissement, ainsi que les ouvriers travaillant à la mise en radeau, dans les estacades, et au touage du bois
Pour 26 jours de travail \$52
- c) *Gardiens d'écluses*:
Pour travail d'un mois de calendrier \$52
- d) Tous autres ouvriers à salaire fixe à l'exclusion des salariés de la catégorie I
Pour 26 jours de travail \$52

CATÉGORIE VI

Apprentis et incapables

15. *Définition*:—Cette catégorie comprend les salariés que l'employeur peut engager à ce titre, lorsque, par infirmité ou à raison de leur âge, ils ne peuvent fournir un rendement normal.

Le nombre de ces employés ne doit pas dépasser 20% de toute la main-d'œuvre d'un même chantier.

16. *Taux*:—Pour 26 jours de travail avec logement et pension.....\$37.50

Cette réduction des taux n'est cependant pas permise dans le cas des ouvriers visés par l'article 3 (cuisiniers, etc.), par les articles 7, 8 et 9 (bois de chauffage) et par les articles 13 et 14 (drave).

DEUXIÈME PARTIE

RÈGLES GÉNÉRALES

Temps et conditions de travail

17. *Heures normales et supplémentaires*:—

- a) les salaires minima fixés aux articles 5 (pulpe), 8 (bois de chauffage), 11 (bois de sciage), 14a, b et d (drave) et 16 (apprentis) s'appliquent à un maximum de 60 heures de travail par semaine. Toute heure de travail supplémentaire (overtime) doit être payée proportionnellement.
- b) l'ouvrier a droit au salaire fixé, quel que soit le nombre d'heures de travail qu'il a fait chaque jour, pourvu qu'il n'ait pas volontairement perdu de temps durant les heures de clarté du jour.

Wood measured by the cord, \$2.00 per cord.

When peeling is included in the making of the wood, \$1.00 per cord or per 85 solid cubic feet must be added.

If the workman does not do the work of constructing small hauling roads or other operation mentioned in this article, these rates may be reduced provided that the agreed rate is stipulated in the engagement contract and that the worker receives a minimum of \$37.50 with board and lodging for 26 days work.

CATEGORY V

Driving

13. *Classes*:—This category includes workmen engaged in actual driving operations, called floaters or drivers, and also those employed on work preparatory or accessory to the drive.

14. *Rates*:—In addition to the fixed rates, the workman must receive board and lodging.

- a) *Drivers*: per day \$3.00
Their work time shall count from the time of leaving the camp until their return; this rate shall apply from the first manipulation or movement of logs for driving until the logs reach the mill storing pond or loading point.
- b) *Sorters*:—those who are employed on floating platforms to sort logs, also those engaged in rafting, booming and the towing of wood
Per 26 days work \$52.00
- c) *Dam guardians*
Per calendar month's work \$52.00
- d) All other workmen at fixed wages except employees of Category I
Per 26 days work \$52.00

CATEGORY VI

Apprentices and Incapacited

15. *Definition*:—This category includes employees whom the employer may engage as such, when, through infirmity or age, their production is less than normal.

The number of such employees must not exceed 20% of all labour employed in any one camp.

16. *Rates*:—For 26 days' work with board and lodging \$37.50

However, this reduced rate is not permitted in the case of workmen covered by Article 3 (Cooks, etc), by Articles 7, 8 and 9 (Firewood) and by Articles 13 and 14 (Drive).

PART TWO

GENERAL CONDITIONS

Time and working conditions

17. *Regular Hours and Overtime*:

- a) The minimum wages fixed by Articles 5 (Pulpwood), 8 (Firewood), 11 (Sawlogs), 14-a, b and d (Driving) and 16 (Apprentices) apply to a maximum of 60 hours work per week. Every additional hour of work (Overtime) must be paid for proportionally.
- b) A worker is entitled to the wage rate fixed, whatever the number of hours he has worked per day, provided that he has not wilfully wasted time during daylight hours.

c) pour la coupe du bois, l'ouvrier obligé d'aller travailler à plus d'un mille du camp doit être payé pour le temps qu'il emploie à parcourir la distance supplémentaire, comme s'il travaillait.

18. *Abandon du travail*.—Afin d'éliminer les déplacements non motivés des ouvriers qui ainsi désorganisent et retardent les entreprises et causent des surplus considérables de dépenses, l'employeur peut stipuler au contrat d'embauchage que si l'ouvrier quitte son emploi, de son propre gré, sans raisons valables, durant les dix jours suivant la date où a commencé son travail, son salaire pourra être réduit au minimum de \$37.50 pour 26 jours de travail avec pension et logement, et qu'en plus il ne pourra prétendre au bénéfice des frais de transport, de logement et pension, en cours de route, établi par l'ordonnance.

19. *Outils*.—Les salariés, à l'exception des ouvriers à forfait, doivent être pourvus, aux frais de l'employeur, d'outils appropriés; ils ne sont pas tenus de payer le coût des outils brisés ou dévalorisés par l'usage, toute convention contraire est interdite; cependant, il peut être stipulé que l'employeur aura le droit de déduire du salaire de l'ouvrier la valeur des outils perdus ou non retournés pourvu que la feuille de règlement de l'ouvrier indique la description, la valeur de chaque outil perdu ou non retourné, et les raisons qui motivent la déduction.

20. *Pension et logement*.—Les frais de pension et logement des employés à salaire fixe, y compris l'usage des couvertures de lit, sont à la charge de l'employeur.

Les frais de pension et logement, s'ils sont fournis aux ouvriers à la pièce ou à forfait, ne doivent pas excéder 60 cents par jour.

21. *Travail à la pièce ou à forfait*.—Les taux fixés pour ce travail aux articles 6 (pulpe) et 12 (sciage) ne s'appliquent qu'aux quantités de bois de valeur marchande accepté par un mesureur qualifié.

22. *Entrepreneurs et sous-entrepreneurs*.—Les entrepreneurs et sous-entrepreneurs qui ont eux-mêmes des ouvriers à leur service pour l'exécution de leurs contrats, sont considérés comme employeurs et ne peuvent, par conséquent, réclamer les salaires établis par la présente ordonnance.

OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR

23. *Avis à la Commission*.—Avant de commencer des opérations forestières, l'employeur doit donner avis par écrit à la Commission de ses projets, et lui demander le nombre de copies de la présente ordonnance dont il a besoin pour l'affichage dans ses chantiers.

24. *Contrat d'embauchage*.—Tout employeur régi par la présente ordonnance doit exécuter avec son salarié, avant que ce dernier commence à travailler, un contrat écrit en trois exemplaires contenant les conditions d'engagement et en remettre un à l'ouvrier immédiatement.

Tel contrat doit fixer un salaire déterminé ou déterminable; il doit établir si l'ouvrier est à salaire ou à forfait.

25. *Frais de transport et logement en route*.—Le transport de l'ouvrier et de ses bagages, son logement et sa pension en cours de route, à partir du terminus des voies publiques, à l'aller et au retour, sont à la charge de l'employeur; toutefois, l'employeur peut réclamer de l'ouvrier, pour tels services, tout montant fixé par le contrat écrit d'embauchage.

e) A worker engaged in cutting wood and obliged to walk more than a mile from the camp must be paid for the time taken to travel the extra distance as if he had worked.

18. *Quitting Work*.—In order to eliminate the needless movement of workers which disorganized and retards operations, thereby causing considerable additional expenses, the employer may stipulate in the engagement contract that, if the employee quits his work of his own accord without valid reason during the ten days following the date he starts to work, his wages may be reduced to the minimum of \$37.50 for 26 days work with board and lodging and further the employee shall not be entitled to the advantages of transportation, board and lodging expenses en route, as prescribed in the Ordinance.

19. *Tools*.—Employees, with the exception of pieceworkers, must be provided with the necessary tools at the expense of the employer; they are not compelled to pay the cost of tools broken or worn by use, any agreement to the contrary is forbidden.

However, it may be stipulated that the employer shall have the right to deduct from the workman's wages the value of tools lost or not returned, provided that the workman's settlement sheet gives a description and the value of each tool lost or not returned, and the reasons for the deduction.

20. *Board & Lodging*.—The cost of board and lodging for employees on a fixed wage basis, including the use of blankets, is at the charge of the employer.

The cost of board and lodging, when supplied to pieceworkers, must not exceed 60 cents per day.

21. *Piece or job work*.—The rates fixed for this work in Articles 6 (Pulpwood) and 12 (Sawlogs) shall only apply to the quantity of merchantable timber accepted by a qualified scaler.

22. *Contractors and sub-contractors*.—Contractors and sub-contractors who themselves have workmen in their employ for the fulfillment of their contracts, are considered as employers and cannot, in consequence, claim the wages fixed in this Ordinance.

EMPLOYER'S OBLIGATIONS

23. *Notice to Commission*.—Before starting forest operations, the employer must notify the Commission in writing of his plans, and request the number of copies of this Ordinance needed for posting in his camps.

24. *Engagement Contracts*.—Every employer governed by this Ordinance must sign a written contract in triplicate with the employee before the latter starts to work, containing the conditions of the engagement; the employer must give the worker a copy of this contract immediately.

Such contract must set a fixed or determinable wage rate; it must specify whether the worker is on fixed wage or piece or job work basis.

25. *Transportation and lodging expenses en route*.—Transportation, including board and lodging en route, of the workman and his baggage shall be at the charge of the employer from the terminal point of the public highway going and returning; however, the employer may claim for such services any sums specified in the engagement contract.

26. "Bunching":—L'opération communément appelée "Bunching", soit le transport de billes à bras ou à dos d'hommes, est interdite.

27. Retenues sur salaire:—L'employeur ne peut retenir sur le salaire payable à son ouvrier aucune autre somme que les suivantes:

- a) celles mentionnées dans la présente ordonnance, comme payables par l'employé,
- b) celles dont la déduction est imposée par quelque disposition législative ou judiciaire,
- c) les avances en argent faites de temps à autre aux ouvriers,
- d) le prix des effets vendus, à la condition essentielle qu'une liste des prix de tels objets ait été affichée dans un endroit bien en vue et dans une construction du chantier,
- e) le coût de la pension des ouvriers à la pièce ou forfait.

28. Règlement de comptes:—Au départ de l'ouvrier, l'employeur doit préparer une feuille de règlement, en triple exemplaire, indiquant en détail les item de débit et de crédit, et lui en remettre un exemplaire. L'employeur doit alors transmettre à la Commission, sans délai, un exemplaire de la feuille de règlement et du contrat d'embauchage.

29. Documents anglais et français:—L'employeur doit faire en sorte que, dans la mesure du possible, les contrats, avis, règlements et autres documents soient rédigés en français ou en anglais, suivant la langue de l'ouvrier concerné ou son choix.

30. Règlements de la Commission:—Les règlements B-1 (Prélèvement sur salaire) et B-3 (Affichage) s'appliquent aux employeurs visés par l'ordonnance; les règlements B-2 (Registres) et B-4 (Paiement dans enveloppe), ne sont pas obligatoires.

ABROGATION

31. La présente ordonnance N° 39, 1942, abroge et remplace l'ordonnance N° 39 du 28 avril 1941 approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil le 30 avril, 1941, et publiée dans la Gazette officielle de Québec le 3 mai, de même que les arrêtés ministériels y mentionnés. Elle sera en vigueur du jour de sa publication dans la Gazette officielle jusqu'au 1er janvier 1944.

Fait et daté en la cité de Québec, ce neuvième jour de décembre mil neuf cent quarante-deux.

(Sceau)

Le président, (Signé) FERDINAND ROY.
 Le vice-président, " GUS. FRANCO.
 Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
 " H. LOUDIN.

Vraie copie.

Le secrétaire général,
 J.-E. SIMARD. 2795-o

26. Bunching:—The operation, commonly known as "bunching", that is the transporting of logs in the arms or on the back of a man, is prohibited.

27. Deductions from wages:—The employer may not deduct from the wages payable to his workers any sums except the following:

- a) those mentioned in this Ordinance as payable by the employee,
- b) those of which the deduction is imposed by a legislative enactment or a Court order,
- c) cash advances made from time to time to workers,
- d) the price of goods sold, on the essential condition that a list of the prices of such goods has been posted up in a conspicuous place in a camp building,
- e) the price of board to piece or job workers.

28. Settlement Sheets:—On the departure of a workman, the employer must prepare in triplicate a settlement sheet, showing in detail the debits and credits, and give him a copy. The employer must then send to the Commission without delay a copy of the settlement sheet and a copy of the engagement contract.

29. Documents—English & French:—The employer must take, as far as possible, the necessary steps to give the workmen notices, contracts, regulations and other documents in the employee's language or that of his choice, either French or English.

30. By-Laws of the Commission:—By-Laws B-1 (Levy on wages) and B-3 (Posting) apply to employers governed by this Ordinance. By-Laws B-2 (Registration system) and B-4 (Pay in envelopes) are not obligatory.

ABROGATION

31. This Ordinance No. 39, 1942, abrogates and replaces Ordinance No. 39 of 28th April, 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on 30th April, 1941, and published in the Quebec Official Gazette of 3rd. May, as well as the Orders in Council mentioned therein. This Ordinance shall remain in force from the day of its publication in the Official Gazette until 1st January, 1944.

Passed and dated in the City of Quebec, this ninth day of December, one thousand nine hundred and forty-two.

(Seal)

(Signed): FERDINAND ROY, President,
 " GUS. FRANCO, Vice-President,
 " J. A. BOUTHILLETTE, Members.
 " H. LOUDIN.

True copy.

J.-E. SIMARD,
 General Secretary. 2795-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 2

Index of the Quebec Official Gazette, No. 2

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

35 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

35

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Dick, James Gardiner..... 43
 General Soya Products Company Limited 42
 Hatcher, Dr. William Hooker..... 43

Dick, James Gardiner..... 43
 General Soya Products Company Limited 42
 Hatcher, Dr. William Hooker..... 43

Howard Development Co. Ltd.	43	Howard Development Co. Ltd.	43
La Compagnie Rousseau, Limitée.	43	La Compagnie Rousseau, Limitée.	43
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Bills privés.	43	Private Bills.	43
BUREAU-CHEF:		CHIEF-OFFICE:	
La Cie de Placements Dufresne Inc.	43	Dufresne Investments Inc.	43
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
Argentum Limited.	44	Argentum Limited.	44
La Compagnie d'Immeubles de St-Jérôme	44	La Compagnie d'Immeubles de St-Jérôme	44
Lake St. John Light & Power Company. .	44	Lake St. John Light & Power Company. .	44
Liebling Realty Corporation.	44	Liebling Realty Corporation.	44
Packard Clothes Ltd.	45	Packard Clothes Ltd.	45
Producers & Distributors Ltd.	45	Producers & Distributors Ltd.	45
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
N° 39, 1942—Exploitations forestières. . .	58	No. 39, 1942—Forest operations.	58
COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:	
Fenderson's Limited.	51	Fenderson's Limited.	51
Furness, Withy and Company, Limited. . .	51	Furness, Withy and Company, Limited. . .	51
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Association des Garde-Malades Enregist-		Association of Registered Nurses of the	
trées de la province de Québec.	52	Province of Quebec.	52
Bouchard, Arthur <i>et al.</i>	39	Bouchard, Arthur <i>et al.</i>	39
Cap-de-la-Madeleine, cité de.	41	Cap-de-la-Madeleine, city of.	41
Commissaires d'écoles et les syndics de la		School Commissioners and Trustees of the	
ville de Laprairie.	41	town of Laprairie.	41
Ellam, Joseph Wilfred.	40	Ellam, Joseph Wilfred.	40
La Corporation des Huissiers de la provin-		La Corporation des Huissiers de la provin-	
ce de Québec.	52	ce de Québec.	52
Salaberry de Valleyfield, cité de.	40	Salaberry de Valleyfield, city of.	40
Small, Nellie Belle <i>et al.</i>	39	Small, Nellie Belle <i>et al.</i>	39
Sorel, cité de.	39	Sorel, city of.	39
Ste-Foy, paroisse de.	41	Ste-Foy, parish of.	41
Verdun, cité de.	42	Verdun, city of.	42
DÉPARTEMENTS — Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES, INDUSTRIE ET COM-		MUNICIPAL AFFAIRS, TRADE AND COMMERCE:	
MERCE:			
Lac Sergent, ville de.	45	Lac Sergent, town of.	45
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société d'agriculture du comté de Soulan-		Agricultural Society of the county of Sou-	
ges.	48	langes.	48
TRÉSOR:		TREASURY:	
Assurances:		Insurance:	
L'Union Canadienne, Compagnie d'assu-		Canadian Union General Insurance Com-	
rances générales.	48	pany.	48
The Guaranty Trust Company of Canada	47	The Guaranty Trust Company of Canada	47
ERRATA:		ERRATA:	
Hon. Ministre des Travaux publics de la		Hon. Minister of Public Works of the	
province de Québec vs The Quebec Sa-		Province of Quebec vs The Quebec Sa-	
guenay & Chibougamau Railway Com-		guenay & Chibougamau Railway Com-	
pany.	49	pany.	49
Lalumière, J.-B.	48	Lalumière, J.-B.	48
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Montréal: pratique du droit.	50	Montreal: practice of the law.	50
Saguenay: pratique du droit.	49	Saguenay: practice of the law.	49
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Ajax Mfg. Ltd.	36	Ajax Mfg. Ltd.	36

Bécharde Frères, Ltée	37	Bécharde Frères, Ltée	37
Frontenac Electric Limited	37	Frontenac Electric Limited	37
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Halliwell Gold Mines Limited	38	Halliwell Gold Mines Limited	38
Ideal Electric Inc	38	Ideal Electric Inc	38
Mysto Inc	38	Mysto Inc	38
The Family Finance Corporation	38	The Family Finance Corporation	38
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses	50	Miscellaneous	50
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires	50	Convocation of the Legislature for the dispatch of the business	50
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Beauce:</i>		<i>Beauce:</i>	
Morin <i>et al</i> vs Héritiers Dame Janet-Catherine McNaughton	53	Morin <i>et al</i> vs Heirs of Dame Janet-Catherine McNaughton	53
<i>Montréal:</i>		<i>Montreal:</i>	
Filion vs Lafitte	54	Filion vs Lafitte	54
Mastine vs Geary	55	Mastine vs Geary	55
Ravary <i>et al</i> vs Lépine	55	Ravary <i>et al</i> vs Lépine	55
<i>Québec:</i>		<i>Quebec:</i>	
Cité de Québec vs Taché <i>et al</i>	55	City of Quebec vs Taché <i>et al</i>	55
<i>Rimouski:</i>		<i>Rimouski:</i>	
Thibault vs Thibault <i>et al</i>	56	Thibault vs Thibault <i>et al</i>	56
<i>Trois-Rivières:</i>		<i>Trois-Rivières:</i>	
Gauvin vs Tardif	57	Gauvin vs Tardif	57
Maple Leaf Milling Co., Ltd. vs Garceau	56	Maple Leaf Milling Co., Ltd. vs Garceau	56
2800-o		2800-o	

